

REGARDS CROISES N°3

Le Dialogue Intercongolais 2: Le travail de paix intercommunautaire au Nord Kivu

Éditorial

Après notre dernier numéro de "Regards Croisés" sur le dialogue intercongolais basé essentiellement sur des réflexions de membres de l'Institut et illustrant sa diversité, Pole Institute vous présente aujourd'hui un numéro sur **les expériences intercommunautaires de pacification et de cohabitation au Nord Kivu** en tant que cheminement vers un dialogue intercongolais digne de ce nom. En effet, nous avons décidé de nous mettre à l'écoute des autres, des institutions non-gouvernementales, des représentants des communautés ethniques et des autorités religieuses. Dans un premier temps, nous nous sommes concentrés sur le Nord Kivu. Un numéro sur le Sud Kivu autour des mêmes questions est en préparation.

Nous avons choisi d'organiser la forme d'interviews et de débats enregistrés. Tous les textes ont été édités par nous, puis soumis dans leur forme écrite aux différents intervenants. Nous avons incorporé leurs corrections et pouvons ainsi vous présenter le résultat d'un travail commun enrichissant pour nous tous.

Nos questions dans les différents interviews et échanges ont porté sur l'historique et les perspectives du travail de paix au Nord Kivu. Comme vous allez le découvrir, les questions épineuses et difficiles à résoudre n'ont pas été esquivées. Nous remercions tous les interlocuteurs pour leur disponibilité, leur engagement, leur franchise et leur courage.

Les différents éléments du croisement de regards sont cette fois-ci:

- Les échanges lors d'une table ronde avec le Barza Intercommunautaire et la Commission de Pacification et de Concorde.
- Un entretien avec l'Évêque catholique du diocèse de Goma, Mgr Ngabu.
- Un entretien avec le Représentant Légal de la Communauté Baptiste du Kivu, Révérend Mauka.
- Une interview avec le coordinateur de la Commission de Pacification et de Concorde, Jean Bivegete.

Dans toute cette diversité nous avons trouvé un certain nombre de points communs entre les différents intervenants :

- Ils insistent sur leur propre responsabilité en tant que Congolais pour l'avenir de leur région. Pour eux, il ne s'agit pas d'attendre une solution d'ailleurs, mais d'abord d'agir soi-même.
- Sur cette base, ils ont des propositions et revendications par rapport aux pays voisins et à la Communauté Internationale.
- Ils insistent sur la franchise dans les échanges entre eux et avec d'autres, ayant subi les effets néfastes des mensonges et du double langage.
- Dans ces temps difficiles et éprouvants pour tous, où il est tellement plus facile de chercher des boucs émissaires, ils se positionnent contre l'exclusion et la haine.
- Avec courage et persévérance ils défendent le renforcement des logiques civiles par rapport aux logiques militaires.

Tous ces éléments et bien d'autres que vous allez découvrir dans ces textes renforcent notre espoir qu'un dialogue intercongolais fructueux est possible, qu'il y a au Nord Kivu émergence d'une représentation des populations, d'une "société civile" dans le vrai sens du terme, qui est riche et diverse et où il y a de la place pour tous.

Avec la diffusion de ce numéro, nous espérons faire entendre au niveau national et international les voix des populations et de leurs représentants sur place pour que le dialogue intercongolais ne se résume pas à une cacophonie de politiciens, de militaires et d'exilés.

La rédaction

Aloys Tegera
Murhega Mashanda
Christiane Kayser
Kisangani Endanda
Goma, avril 2000

Le dialogue intercongolais: les expériences du Barza Intercommunautaire et de la Commission de Pacification du Nord Kivu

Table Ronde entre le Barza Intercommunautaire , la Commission de Pacification et de Concorde et Pole Institute

Goma, le 31 mars 2000

A l'initiative de Pole Institute, des représentants du Barza Intercommunautaire (Conseils de Sages) et de la Commission de Pacification et de Concorde du Nord Kivu se sont réunis avec deux membres de notre Institut au bureau du Barza à Goma pour mener un échange/débat sur l'histoire et les préoccupations majeures du travail intercommunautaire de cohabitation au Nord Kivu .Les questions ont été posées par Pole Institute.

Nous vous présentons ici de larges extraits de cet échange.

*Y ont participé: Katarungu Kibira Thomas, président du **Barza** (Communauté Nyanga) Télésphore Karonde (Communauté Nande) , Aloys Batundi Majune (Communauté Hutu), Symphorin Kitunda (Communauté Kano) , Jean Shebirongo (Communauté Tembo), Sibabinduro Kakitsa (Communauté Nande), Jean-Pierre Kyara (Communauté Hunde) , Salumu Kalinda (Communauté Nyanga) , Lingima Kalondwa (Communauté Kano), Kasyamba Abba (Communauté Kumu) et Ferdinand Nzanzumuhire (Communauté Hutu) , membres du **Barza** Félicien Nzitatira (communauté Tutsi) , Eric Kisa KaLobera (communauté Nyanga) et Faustin Ndyanabo Buunda (communauté Hunde), membres de la **Commission de Pacification***

*Aloys Tegera et Christiane Kayser, membres de **Pole Institute**.*

Question: Nous sommes très impressionnés par le travail de gestion de conflits et de cohabitation entre les communautés ethniques du Nord Kivu. Est-ce que vous pourriez nous expliquer l'historique de cette dynamique du Barza et de la Commission de Pacification que tout le monde commence maintenant à reconnaître comme une initiative hors pair?

Thomas Kibira, président du Barza:

Les sociétés sont comme des familles et dans toute famille il y a un aîné et pour nous ici le premier né c'est la Commission de Pacification. Je voudrais donc que ce soient d'abord eux qui parlent de l'historique.

Faustin Ndyanabo Buunda:

Je m'appelle Faustin Ndyanabo Buunda et je suis originaire du territoire de Masisi dans la Province du Nord Kivu. Je suis vice-président de la Commission de Pacification et de Concorde (CPC) au Nord Kivu. Notre Commission est née d'une dynamique générale à un moment donné. Vers les années 1993 nous avons tous perçu que la population allait être décimée par des guerres interethniques parce que - comme vous le savez - les populations du Nord Kivu se sont battues les unes contre les autres depuis 1993 jusque à l'avènement de la guerre de l'AFDL en 1996. Pendant tout ce temps les communautés ont dénoncé le pouvoir existant (le régime de Mobutu) en disant que le pouvoir n'était

plus capable d'assumer la sécurité de la population. Face aux appels urgents des populations nous avons pensé que nous pouvions nous prendre en charge sur le plan sécuritaire et notre appel a été entendu par les autorités pour créer un cadre juridique qui nous a permis de nous organiser. Sous le gouvernement Kabila on a créé un cadre juridique. Le Ministère de l'Intérieur a émis un arrêté en 1997 qui nous a permis de nous organiser. C'est ainsi que les consultations ont commencé. Au sein de chaque communauté on a désigné deux notables qui ont constitué la Commission de Pacification et de Concorde au Nord Kivu. Donc le pouvoir en place s'est limité à désigner le cadre juridique, et ce cadre juridique a permis aux communautés de s'organiser et de constituer la CPC.

Pendant ce temps, les communautés ont commencé une vaste campagne de sensibilisation à l'intérieur de la Province. La CPC a sillonné les territoires de Masisi, Rutshuru, Beni, Lubero, jusqu'au moment où c'était pratiquement impossible d'arriver dans le territoire de Walikale parce que la deuxième guerre, la guerre du RCD a commencé. A un moment donné, la Commission a trouvé que le travail qu'elle faisait sur terrain avait besoin d'être complété par d'autres organes. Elle a installé sur le terrain ce que nous avons appelé des antennes de paix, des cellules de paix. A l'instar de la commission elles étaient constituées de notables issus de toutes les communautés et ces notables avaient aussi la charge de perpétuer le travail de la CPC: de rassembler les gens, de les amener à cohabiter pacifiquement, à abandonner la logique de guerre et à passer à la cohabitation pacifique. Cela s'est fait avec énormément de succès. Par exemple, à un moment donné la commission a pu récupérer des combattants qui semaient la terreur et la désolation à l'intérieur de la Province. Vous avez vu les photos que je vous ai montrées ici tout à l'heure. Mais la commission a senti qu'il fallait créer un organe technique qui pouvait l'aider à perpétuer ce travail, c'est ainsi que nous avons organisé des consultations ici à Goma entre toutes les communautés de la Province. Elles ont duré un mois et pendant tout ce temps les gens se sont dit beaucoup de choses: il y avait eu beaucoup de morts, beaucoup de maisons détruites, toutes les infrastructures étaient ruinées. Alors, il y a eu une sorte de déballage intercommunautaire où les gens se sont dit des vérités en face et se sont fait toutes les reproches qu'ils avaient sur le cœur. A la fin, ils ont décidé qu'il fallait maintenant enterrer la hache de guerre et pour montrer qu'ils étaient sérieux, ils ont voulu mettre en place quelque chose, un organe, dans lequel toutes les communautés peuvent se parler en cas de difficulté. Alors, s'il y a l'un ou l'autre individu, l'un ou l'autre groupe qui veut recommencer à se comporter de façon nuisible, les communautés peuvent se mettre ensemble pour lui barrer la route, car nous ne voulions plus vivre cela. C'est dans cette optique qu'est né le Barza Intercommunautaire du Nord Kivu. Chaque communauté a désigné trois grands notables pour constituer le Barza. C'était en novembre 98 à l'hôtel Tuneko, au Centre d'Accueil Protestant, à l'issue d'une très grande cérémonie présidée par la CPC. Aujourd'hui la CPC et le Barza sont devenus le socle sur lequel est bâti la société du Nord Kivu. Nous travaillons ensemble pour tout ce qui concerne la cohabitation pacifique, la sensibilisation à la paix et d'autres actions d'intérêt intercommunautaire dans la province.

Question: En ce qui concerne les guerres interethniques d'avant 1996, on a souvent accusé les notables du Nord Kivu qu'ils étaient à l'origine de la division et des conflits ethniques sanglants. Maintenant que voilà ces notables sont devenus les moteurs de la pacification et de la coexistence pacifique. Comment expliquer ces changements? Quelle force trouvez-vous dans l'union des huit communautés?

Faustin Ndyanabo Buunda: Je voudrais d'abord rectifier: ce ne sont pas certains notables que vous voyez ici qui ont prêché la haine au Nord Kivu. Mais il est vrai que la guerre qui a décimé la province était attisée par certains notables qui habitaient à Kinshasa ou à l'extérieur du pays, voire même certains qui habitaient ici à Goma. Or, la population à la base que nous avons rencontré un peu partout n'y était pour rien. Ils étaient manipulés par certains politiciens avides de pouvoir. Ces notables-là peut être qu'ils existent encore, mais je peux vous assurer qu'il ne sont pas parmi nous.

Nous avons enfin compris qu'on a perdu beaucoup de temps à guerroyer et à s'entretuer et tout le monde y a perdu. Car comme vous nous voyez ici, chaque communauté avait sa spécialité il y avait le Tutsi qui était spécialisé en élevage, et le Hutu, le Hunde et d'autres étaient spécialisés en agriculture, etc. Nous avons tous perdu: L'élevage n'existe plus, les plantations de haricots, de pommes de terre, de ceci de cela sont toutes détruites. En fin de compte tout le monde se retrouve complètement appauvri et c'est cela justement qui a constitué un atout important: cela a amené tout le monde à la raison. On s'est dits: "En tout cas, mes chers amis, tout ceci ne fait pas l'affaire de la population à la base et cela ne provient pas d'elle." Les gens ont perdu leurs biens, leurs maisons, même leurs enfants, leurs frères et sœurs, leurs pères, leurs mères. Alors, il fallait absolument en finir. La conscience est née et tout le monde a compris. Nous pouvons vraiment dire qu'aujourd'hui au Nord Kivu les guerres interethniques sont lettre morte. Mais nous sommes conscients qu'il faut continuer à y travailler, il faut que la flamme soit entretenue. Nous sommes plus déterminés que jamais de reconstruire notre Province.

Question: Quelle est la force que vous représentez par rapport à tous ces notables qui ne sont pas ici et qui ne sont pas impliqués maintenant dans la dynamique qui est née ici à Goma ?

Faustin Ndyanabo Buunda: La force que nous représentons s'explique par le fait que ces notables qui ne sont pas ici, qui parlent de l'extérieur, de Kinshasa, de l'Europe, de partout ailleurs, ce sont des gens qui s'éloignent de plus en plus de leurs communautés de base. Aujourd'hui la population à la base a déjà compris qu'en fait il ne faut pas se fier à ces gens là qui ont prêché que tel n'est pas de votre tribu par conséquent ce n'est pas votre frère, il ne faut pas manger avec lui, il ne faut pas habiter avec lui, il faut le tuer, il faut tuer sa vache, sa chèvre et détruire sa maison. Après avoir tout perdu, les gens des différentes communautés ont compris que ces gens sont des ennemis de la paix. Nous avons la nette impression que beaucoup d'entre eux hésitent à rentrer ici parce que la population peut leur demander des comptes. Notre force à nous est que pendant tous ces événements nous sommes restés avec la population ici à la base, nous avons vécu les mauvais moments et nous sommes ensemble avec eux pour reconstruire un peu l'avenir.

Question: Le Baraza c'est un mot Swahili qui désigne l'endroit où les notables du village se rencontraient toujours sous un arbre pour pouvoir délibérer et trancher des questions concernant la communauté.

Par rapport à la dynamique qui est née, est-ce que dans le passé aussi il y a eu des instances dont vous vous rappelez où vous avez travaillé ensemble en communauté unie ?

Faustin Ndyanabo Buunda : Traditionnellement dans chaque communauté ici, il existe ce qu'on a appelé le Baraza. C'est une case traditionnelle dans laquelle les hommes se rencontraient le soir pour parler et échanger sur ce qui se passait et faire un peu

l'histoire du village. C'est dans ce Baraza que les gens accueillaient aussi les visiteurs. Donc, dans ce Baraza traditionnel, il n'y avait pas d'exclusion: tout le monde mangeait ensemble, les hommes se parlaient de tout et de rien, s'il y avait un problème les gens allaient arranger cela dans le Baraza . C'est le modèle même de la cohabitation. C'est pourquoi nous avons senti que nous devions revenir à nos valeurs traditionnelles. Justement notre Barza c'est comme un élargissement de la structure traditionnelle au niveau du Nord Kivu où tous les fils et les filles de la province se rencontrent, mangent et parlent ensemble, règlent leurs différents.

Eric Kisa Kalobera:

Je suis Eric Kisa Kalobera et je suis membre de la CPC. Je voudrais simplement ajouter que le Baraza traditionnel était un cadre de rencontre et un cadre pour donner des directives sur la manière même de vivre à l'intérieur et autour des villages. Voilà pourquoi le Baraza modérait effectivement certains comportements et était une façon de lutter contre les anti-valeurs. Dans le déballage et l'autopsie du passé que nous avons fait entre communautés nous avons également dégagés des anti-valeurs intercommunautaires et nous avons arrêté certaines recommandations, certaines directives, certaines façons de vivre pour que ces anti-valeurs ne puissent pas ré-émerger. Il y a des recommandations qui constituent la ligne de survie et la façon de contrôler les comportements individuels des membres des communautés et les comportements de chaque communauté envers les autres communautés C'est sur cette base là que le Barza peut prendre des sanctions à l'encontre de ces anti-valeurs.

Sibabindula Kakitsa: Je m'appelle Sibabindula Kakitsa, je suis du Barza où je représente la communauté Nande et préside la commission socio-culturelle.

La dynamique du Barza consiste à mettre les gens face à face pour briser les barrières qui existent entre eux. Les gens peuvent être entraînés dans une guerre à partir de la méfiance et des fausses idées. On se dit: Si je suis malheureux, peut-être c'est à cause de tel, c'est peut être tel politicien, tel monsieur, et on prend les armes. Pour briser ces barrières-là il fallait créer un cadre où les gens peuvent se rencontrer. L'expérience que nous avons déjà vécu dans ce Barza montre que tout le monde se retrouve et chacun peu dire à l'autre ce qu'il pense à travers le Barza . Si par exemple les Bahunde ont un message à transmettre aux Bahutu, ils peuvent donner la parole à leurs délégués qui vont exprimer cela et cet échange est en train de casser les barrières. Peut-être plus tard on arrivera à une seule société, une seule communauté dans laquelle on va commencer tout simplement à se compléter et à transvaser les richesses des uns vers les autres. Cette société que nous voulons créer à travers l'expérience du Barza est un grand espoir pour nous.

Question: Nous voulons demander au président du Barza s'il a quelque chose à ajouter par rapport à cette dynamique historique de la naissance du Barza..

Kibira Katarungu Thomas: Je suis donc le président du Barza. Effectivement le Barza c'est le fruit des efforts conjugués des tous les représentants du Nord Kivu qui se sont mis ensemble, on y a associé les Eglises, les ONGs et beaucoup d'autres organisations. Après un long travail productif, il y a eu cette naissance du Barza. En fait, le Barza devait gérer la mise en oeuvre des recommandations issus de la rencontre de toutes ces organisations que je viens de citer. Il s'agit notamment de certaines anti-valeurs que nous nous engageons à combattre.

Par exemple, l'on avait recommandé qu'au Nord Kivu, nous rejetons purement et simplement **le mépris** entre communautés ethniques, entre groupes et individus. Il y a aussi une recommandation sur le rejet de **l'exclusion**. Avant, on pouvait s'exclure, par exemple dans la société civile ancienne il y avait des communautés qui étaient exclues. Nous nous sommes dits que dès à présent il n'y aurait plus d'exclusion entre nous les ethnies du Nord Kivu. Il y a aussi le rejet de **la violence**. Vous savez que c'est la violence qui a endeuillé notre Province et nous avons dit: Désormais, entre nous, nous ne pouvons plus nous infliger des violences. S'il y a une dispute sérieuse quelque part le Barza doit sonder d'où peut provenir le conflit et y remédier.

Un autre domaine est l'assistance aux **déplacés**. Vous savez qu'avec les guerres interethniques il y a eu beaucoup de déplacés et nous avons dit: Chacune des communautés a le devoir d'assister les déplacés. Donc nous devons nous concerter à chaque instant pour assister les déplacés des guerres et même les assister pour leur réhabilitation dans leurs milieux respectifs. Une autre anti-valeur est **la diabolisation** qui a fait un long chemin ici. Les gens s'insultaient et se traitaient ou bien d'Interahamwe, ou bien se diabolisaient à cause de leur grande ou petite taille, etc. Alors nous avons dit: A quoi servent ces étiquettes et ces insultes? Nous sommes tous les mêmes, qu'on soit grand ou petit, jaune ou noir, c'est la nature. Nous sommes tous du Nord Kivu .

Pour le pouvoir coutumier nous avons dit que ces autorités sont les garants de l'unité, nous les conservons. Toutes les permutations administratives peuvent s'opérer, mais pour le pouvoir coutumier nous le conservons comme tel. La **spoliation des terres** a été un grand fléau ici. C'était une des locomotives de guerre au Nord Kivu, il y a eu spoliation des terres par les nantis qui ont chassé les moins nantis, et les moins nantis se sont révoltés contre les nantis. Alors nous voulons éviter cela pour l'avenir. S'il y a encore des cas quelque part, le Barza devra gérer ces conflits là.

Il y a aussi eu la question de **la nationalité**. C'est nous qui devons gérer ce problème de la nationalité à partir de notre province du Nord Kivu. Est- que nous pouvons vraiment continuer à nous rejeter mutuellement, pouvons-nous continuer à nous considérer comme des ennemis, comme des étrangers mutuels, alors qu'il y a cent ans et plus que nous cohabitons, que nous sommes ensemble? Pour nous la question de la nationalité c'est complètement terminé, ce n'est plus un problème, s'il y a des questions de détail qui surgiraient, nous devons gérer cela ensemble mais le principe est acquis et nous n'y reviendrons plus.

On nous a aussi demandé de travailler dans le domaine de la pacification nationale. Il faut gérer cela quotidiennement. Pour aller vers un **État de droit** et responsable où nous tous, nous sommes égaux en dignité et en droit, nous devons nous comporter en responsables, chacun dans sa communauté et même chacun dans l'ensemble des communautés. Nous avons parlé des organes délibérants, il faut des organes délibérants effectifs. Il y a eu beaucoup d'abus dans l'exercice du pouvoir exécutif et une des raisons est que le pouvoir délibérant était absent ou étouffé. Alors nous avons pensé, nous communautés ethniques du Nord Kivu, qu'il était temps qu'on puisse penser aux organes délibérants pour arriver à corriger certaines erreurs commises par le pouvoir exécutif.

Il y a aussi un problème **économique**. Nous nous sommes dits souvent que les conflits peuvent venir du fainéantisme, du chômage. Quand les gens n'ont rien à faire, quand ils ne produisent rien, ils deviennent jaloux envers ceux qui produisent. Il faut alors qu'il y ait l'amour du travail, que chaque communauté du Nord Kivu puisse enseigner à tous ses membres l'amour du travail. Il faut produire plus et gagner plus pour être stable.

Une autre valeur que nous prônons c'est **la sincérité, la franchise**. Tel que vous nous voyez ici, nous parlons franchement et sincèrement, nous ne nous cachons rien. C'est cela qui nous inspire et qui donne une leçon aux ressortissants d'autres ethnies qui vivent avec nous ici en ville. Quand nous avons le moindre pépin entre nous ici, nous nous réunissons au Barza pour réfléchir et résoudre nos conflits. Nous nous disons la vérité et c'est ainsi que nous arrivons à résoudre nos problèmes.

Mais dans les recommandations, il y a eu la plus grande, une chose que l'on n'a pas vu ailleurs: c'est **le pardon mutuel**. A la fin des travaux entre communautés, toutes les communautés se sont mises à genoux et nous nous sommes demandés pardon mutuellement pour tout ce qui s'était passé. Désormais, nous voulons que le pardon soit notre devise, notre référence et que l'on ne revienne plus aux erreurs du passé. Nous nous sommes demandés pardon mutuellement et le pardon demeure.

Nous travaillons désormais à la prévention de conflits entre nous, car parmi des gens qui vivent ensemble, il y aura toujours de petits conflits. Le Barza a pour mission de faciliter la communication et le dialogue entre les communautés. Il doit aussi recevoir les doléances des communautés en matière de conflits et de différends et aider à chercher des solutions appropriées, même pour des cas de conflits judiciaires entre individus.

Kakitsa Sibabindula: Après la très longue dictature qui a pratiquement décimé tout ce que le peuple du Nord Kivu possédait, à un moment donné les gens se sont mis à s'accuser mutuellement et on croyait que c'est à cause de tel qu'on est devenu pauvre. Les politiciens ont commencé à exploiter la division en 1993 et ils ont réussi à la transformer en guerre. Lorsque la Commission de Pacification a commencé le travail pendant que les gens s'entretuaient déjà, le travail était tellement énorme qu'il fallait renforcer les efforts par le Barza. Le Barza a été créé pour consolider le travail que la commission était en train de faire. La CPC a commencé à récupérer les armes des miliciens, c'était une très bonne chose. Il fallait aussi compléter par quelque chose d'un peu plus durable au niveau de la population pour briser les barrières. Grâce à ce processus initié par la CPC et renforcé par le Barza, il est aujourd'hui très difficile de diviser le peuple du Nord Kivu. Cette union a même commencée à faire peur à certaines personnes qui dans le temps ont pu utiliser la division du Nord Kivu pour faire passer leurs messages de guerre et pour exploiter cette population. Mais nous avons fini par comprendre et on ne pourra plus continuer à nous exploiter grâce à notre union.

Aloys Batundi Majune: Je réponds au nom de Aloys Batundi Majune. Je suis secrétaire du Barza et j'y représente la communauté Hutu. Les quatorze recommandations dont notre président a parlé sont en somme le catéchisme de tous les fils et filles du Nord Kivu. C'est sur cette base là que nous devons avancer pour construire notre société nouvelle et le Barza a reçu la mission de vulgariser ces quatorze recommandations au sein de toute la population du Nord Kivu.

Faustin Ndyanabo Buunda:

Je voudrais un peu plus systématiquement parler de nos réalisations jusqu'ici. La première réalisation c'est d'avoir pu rapprocher les communautés, d'avoir amené les populations, les notables surtout, à parler le même langage de paix et de cohabitation pacifique. Depuis 1990 cela n'avait plus été possible dans notre province. Donc la réinstauration du dialogue intercommunautaire est un grand pas en avant.

Ensuite nous avons voulu effectuer un travail plus pragmatique pour ne pas nous limiter à prêcher la paix, à parler comme dans le vide, nous avons tenu à installer sur le terrain ce que nous avons appelé des structures de pacification locales qui sont

chargées d'exécuter sur le terrain et d'assurer le suivi de tous les processus des pacifications jusque dans les villages. C'est avec eux que très tôt nous avons pu commencer par l'identification des grands seigneurs de guerre qui endeuillent les villages. Certains d'entre eux ont pu être récupérés, par exemple MM Mayanga , Rugayi, Rugambuka, Féli et d'autres.

Une autre réussite pour nous est qu'après la création du Barza, les autorités politico-administratives ont pris certaines mesures pour montrer qu'elles étaient aussi impliquées dans cette nouvelle logique de paix et de cohabitation pacifique. Ainsi, beaucoup des gens qui avaient - à tort ou à raison - été arrêtés ou enlevés ont été relaxés pour favoriser la décrispation sociale. Les lieux de détention des prisonniers restants ont été ouverts aux visiteurs, aux amis et aux membres des familles. Les lieux de détention illégaux tels que par exemple les domiciles de certains militaires, les vieux avions à l'aéroport, ont été purement et simplement supprimés. Brusquement on a vu les enlèvements et les arrestations nocturnes qui étaient devenues monnaie courante à Goma disparaître et les arrestations nocturnes ont même été interdites.

Une autre réussite de notre travail c'est l'engouement qui a été créé au sein de la population. A partir d'un certain moment on a vu beaucoup de gens commencer à s'intéresser à la pacification, beaucoup de groupes s'organisent par çà par là pour s'occuper de ce travail de pacification.

Un dernier résultat de notre travail c'est l'émergence de la nouvelle société civile du Nord Kivu. Nous avons remarqué qu'il y a des gens qui commencent à parler au nom de la société civile de notre Province, mais à partir de Kinshasa, à partir de l'Europe ou d'ailleurs, alors que la société civile doit être en contact régulier avec la population à la base. Ils ne peuvent être que des gens qui se trouvent réellement sur le terrain. Alors avec des représentants des différentes couches, des différentes composantes de la société civile, nous avons travaillé pendant plus de trois mois et finalement un exécutif de la nouvelle société civile du Nord Kivu a pu être mis sur pied.

Question: La Commission de Pacification et le Barza Intercommunautaire sont reconnus même au delà de la Province. Aujourd'hui vous êtes invités par des notables et des chefs d'Etat, comme le président ougandais Yoweri Museveni en tant que représentants des communautés du Nord Kivu. Quel est le message que vous passez à lui et à d'autres sur le plan international.

Faustin Ndyanabo Buunda: Nous avons été invités comme structure tout à fait apolitique représentant nos populations. Notre message a été un message de paix. Nous avons d'abord montré par la composition de notre délégation que nous étions déjà un peuple uni au Nord Kivu , toutes les communautés étaient représentées. Cependant, notre plus grand souci était de demander au président de l'Ouganda, allié de la rébellion, que nous avions besoin de la paix. Nous lui avons expliqué que si nous n'avons pas la paix ici, si la guerre persiste dans notre pays, nos populations sont convaincues que c'est parce qu'il y a la main de l'Ouganda, il y a la main du Rwanda, il y a la main des alliés de Kabila, le Zimbabwe, l'Angola, etc. Comme nous ne pouvons pas nous adresser à tous les intervenants extérieurs dans cette guerre, nous avons voulu nous adresser au moins de vive voix au président de l'Ouganda et lui dire que nous, populations à la base, avons besoin de la paix. Pour arriver à cela, il faut que les pays qui soutiennent la guerre puissent se retirer. Nous sommes convaincus que si le Rwanda, l'Ouganda, le Zimbabwe, l'Angola, la Namibie se retirent de la guerre, elle va se terminer faute de combattants. Nous savons qu'ici chez nous, ce ne sont pas les petits enfants qui circulent dans la rue qui vont faire la guerre. D'ailleurs, ils en ont marre, ils sont fatigués eux aussi. C'est ce que nous avons dit au Président de l'Ouganda. Nous avons insisté

que la population à la base nous a délégué pour lui dire que nous tenons absolument à ce que les Accords de Lusaka entrent en application, que les forces étrangères se retirent, que les populations congolaises puissent dialoguer sincèrement entre elles et arriver à des solutions politiques durables pour recommencer une vie normale .

Eric Kisa Kalobera: Je suis Eric Kisa Kalobera, le représentant de la communauté Nyanga dans la CPC. Je voulais ajouter un élément important: il faut savoir distinguer entre les causes internes et d'éventuelles causes externes qui perturbent aussi la paix. Au niveau interne la dynamique a déjà démarré avec la création de structures locales, notamment du Barza. Nous avons compris que cela ne suffisait pas si on ne l'accompagne pas d'un lobbying au plan extérieur. Sans cela la paix doit continuer à être perturbée. C'est ainsi que nous avons voulu rencontrer également les acteurs externes et nous avons fait des démarches pour ce lobbying. Pour l'Ouganda cela s'est déjà fait. Nous avons également voulu voir les autorités militaires Rwandaises. Cela aussi a pu se faire et nous leur avons donné la photocopie de la réalité socio-économique de notre province et le souci qui anime la population d'avoir la paix et de participer au développement de notre région.

La photocopie socio-économique c'est que la misère a élu domicile en lieu et place de tout ce qu'il y avait comme prospérité dans la province du Nord Kivu. Il est connu que le Nord Kivu était le grenier de la République Démocratique du Congo, sur le plan économique la région avait de grandes potentialités. Toutes ces potentialités, humaines, économiques et sociales, ont été dévastées. Il faut regarder ce qui nous entoure, c'est notamment l'Ouganda, le Rwanda et le Burundi qui sont les voisins naturels et perpétuels avec qui nous serons jusqu'à la fin du monde. Par conséquent, si nous voulons ramener la paix et pour nous mêmes et pour eux, il faudra se concerter entre tous. Nous avons été contents que le Président ougandais puisse répondre à notre souhait et nous attendons aussi que le président du Rwanda puisse répondre pour que nous échangions avec lui, parce que la paix au Rwanda dépend aussi de la paix dans le Nord Kivu et dans le Sud Kivu .

Sibabindula Kakitsa: Lors de la visite que nous avons effectué chez le Président de l'Ouganda nous n'avons pas hésité à exprimer notre reconnaissance pour l'implication de l'Ouganda dans le processus de mettre fin à la longue dictature que nous avons vécus. Nous avons également souligné que la seconde guerre est une guerre de trop, parce que la population n'en veut pas et surtout que cette guerre est en train de créer une certaine haine entre les population du Nord Kivu et de l'Ouganda, des populations qui ont toujours eu de bonnes relations. La même chose est vraie pour les populations du Nord Kivu, par rapport à celles du Rwanda. Nous avons également dit au président ougandais que les problèmes des populations du Nord Kivu sont des problèmes économiques et on lui a proposé certaines solutions, par exemple d'alléger les formalités douanières pour que l'on sente que l'Ouganda veut aussi aider les populations et non pas les exploiter. En effet, nous n'avons pas hésité à lui dire que les militaires ougandais ont des comportements de destruction et de pillage. Il nous a promis qu' il va convoquer les autorités militaires pour qu'ils contrôlent ce que ses militaires sont en train de faire au Congo. Après, nous lui avons demandé de ne pas jouer le diviseur des peuples du Nord Kivu du fait qu'il a déjà divisé la province. Lors de notre seconde visite, nous lui avons franchement avoué notre sentiment que les alliés, même ceux qui sont sur place, ne nous aideront pas pour résoudre le problème de l'insécurité. Nous nous demandons s'il ne faut pas créer un cadre qui peut arriver à intégrer notre jeunesse pour que nous mêmes puissions assurer notre sécurité.

Question: Par rapport à l'insécurité dans la Province surtout en zone rurale, comment le problème de ce que l'on appelle les "forces négatives" dans les Accords de Lusaka, c'est à dire les Interahamwe et les différentes milices, comment ce problème peut-il être résolu? Il semble être un élément charnière pour l'application des Accords.

Kibira Katarungu Thomas: Les forces négatives qui opèrent dans notre province ici sont des forces qui viennent d'ailleurs, ce sont des anciens réfugiés du Rwanda, ils ont commis du mal au Rwanda, ils ont tué des gens là-bas. Ce sont des génocidaires et ils ont cette obsession de tuer. Ils sont violents. Comment détruire cette violence maintenant? Les alliés ne connaissent pas le pays, il n'y a que le fils du pays qui connaît leur pays. C'est pourquoi il a été décidé de fonder ce qu'on appelle l'autodéfense. L'autodéfense est un corps constitué par des jeunes gens originaires de chaque région, de chaque territoire, de chaque localité et ils se défendent mieux que les alliés qui ne connaissent pas le pays. Mais ces jeunes gens ne sont pas motivés, pas payés, ils vont vivre de quoi? Deuxièmement, ils n'ont ni fusil, ni munition, alors comment vont-ils affronter une force qui est constituée par des anciens militaires du Rwanda?

Félicien Nzitatira: Je m'appelle Félicien Nzitatira et je représente la communauté Tutsi dans la CPC. Il y a déjà eu un grand pas en avant vers l'anéantissement de la violence dans notre Province: aujourd'hui il y a plus de 20.000 réfugiés Rwandais qui sont rentrés dans leurs pays. Nous continuons à sensibiliser nos enfants égarés qui sont en train d'aider les Interahamwe et les autres pour qu'il reviennent à la vie civile. Nous sensibilisons aussi la population pour qu'elle se désolidarise de ces ennemis de la paix. Mais ces efforts ne sont pas suffisants à eux seuls. Il faudrait aussi que la Communauté Internationale puisse penser à soutenir les efforts de démilitarisation: Il faut réhabiliter et reconstruire les écoles pour que les enfants puissent aller à l'école au lieu d'aller se battre. On devrait encadrer ces jeunes dans des apprentissages et des sports pour les empêcher d'aller faire la guerre. Si de tels efforts sont soutenus à partir de l'extérieur je pense qu'il y a moyen d'endiguer ce fléau du cycle de la violence.

Jean Shebirongo: C'est Jean Shebirongo représentant de la communauté Tembo au sein du Barza Intercommunautaire. Je voudrais tout simplement dénoncer des abus qui sont commis dans les territoires de Masisi. Nous observons un nombre très élevé de déplacés en provenance des territoires de Masisi qui fuient les combats. Les habitants de Masisi se trouvent pris entre deux feux: les milices et les militaires officiels. Pendant les opérations des uns et des autres, ils sont tués en grand nombre. Il y a un flux continu de déplacés qui se trouvent tantôt à Sake, tantôt à Minova au Sud Kivu. Il y en a même qui sont sur place ici à Goma. Pour la plupart, ces déplacés n'ont aucune assistance.

Question: Est-ce que les forces négatives dont vous parlez pour le Nord Kivu sont les Interahamwe et ex-Far Rwandais qui se sont retirés dans la forêt ou bien y a-t-il aussi une parallèle avec ceux qui se trouvent au Sud Kivu, des forces qui revendiquent être une sorte d'autodéfense ou de résistance et qui s'appellent Mai Mai?

Kibira Katarungu Thomas: Au Nord Kivu 80 % des forces négatives sont les Interahamwe. Les quelques Mai Mai qui errent encore par-ci par-là avaient été récupérés par le gouvernement du temps de l'AFDL de Monsieur Kabila. S'il y a encore quelques "résistants" en tout cas il ne sont pas nombreux. Ce sont des jeunes gens qui

ne savent plus où aller, comment réintégrer la société. Certains se replient dans la forêt et de temps en temps s'accrochent aux forces du mal venus du Rwanda.

Félicien Nzitatira: Je voudrais ajouter qu' au Nord Kivu en fait il y a trois à quatre type des forces négatives: il y a d'abord dans la partie Nord de la province les anciens rebelles Ougandais qu'on appelle les NALU qui sont en train de guerroyer dans les montagnes de Ruwenzori dans le grand Nord. Ici vers le Sud de la province il y a bien sur les Interahamwe mais il y a aussi ce qu'on appelle les Mai Mai qui viennent du Sud Kivu particulièrement de la partie qu'on appelle Bunyakiri et qui déstabilisent le territoire de Masisi et de Walikale. Les anciens seigneurs de guerre au Nord Kivu ont été pratiquement tous récupérés, mais il existe les jeunes gens qu'on peut appeler Mongoles ou aussi "Mukata Kichwa" (coupeurs de têtes), de petits groupes vraiment élémentaires qui ont tendance justement à être recrutés dans les rangs des Mai Mai qui viennent du Sud Kivu pour déstabiliser la province.

Question: Qu'est-ce que vous proposez pour résoudre le problème de ces forces négatives?

Jean-Pierre Kyara : Au niveau des forces négatives étrangères, la population du Nord Kivu est fatiguée de la présence de ces gens. Elle est prête aujourd'hui à fournir des jeunes qui peuvent collaborer avec des forces ONUsiennes pour combattre les forces négatives. Les Accords de Lusaka prévoient que les forces de l'ONU vont neutraliser les forces négatives, mais nous nous savons que les forces de l'ONU ne vont pas entrer dans la forêt de Masisi, de Rutshuru, de Walikale pour poursuivre les Interahamwe. Les gens de l'ONU vont s'installer ici à Goma dans des hôtels, rouler dans des voitures et faire la fête ici. Ils ne pourront jamais descendre dans la forêt de Walikale. Mais nos jeunes gens peuvent aider cette force là à dénicher les Interahamwe et même à le neutraliser sur le plan militaire. Le second volet de coopération concerne les forces négatives internes, c'est à dire le Mai Mai, Mongole etc... qui ont tendance à se solidariser avec les Interahamwe, eh bien notre coopération à ce niveau là se situe au niveau de la sensibilisation. Ces jeunes gens sont issus des villages, on les connaît. La sensibilisation au niveau de ces jeunes gens qui sont nos petits frères, nos enfants est possible et nous l'avons démontré dans le passé, quand nous avions encore les moyens de le faire.

Mais plus la guerre dure, plus les problèmes s'accumulent. Dans certains coins de notre province les enfants n'étudient plus depuis dix-huit mois. Une bonne partie de cette jeunesse qui était encadrée dans les différentes écoles va nécessairement se verser aussi dans cette force négative. C'est pourquoi il faut que la guerre cesse vite.

Ferdinand Nzanzumuhire: Je suis Ferdinand Nzanzumuhire, membre du Barza représentant de la communauté Hutu. Le problème avec les Interahamwe semble être qu'ils ont peur de rentrer chez eux, alors ils restent ici et continuent à tuer. Quand nous avons rencontré le chef de l'Etat Major rwandais nous lui avons demandé de régler ce problème et de les inciter à rentrer chez eux.

Question: Au niveau de l'opinion internationale on confond souvent les Hutu, y compris les Hutu Congolais qui sont nombreux, avec les Interahamwe. Pouvez-vous apporter des clarifications?

Félicien Nzitatira: Nous ne voudrions pas que la communauté Hutu puisse être identifiée dans son ensemble comme Interahamwe. Il existe un groupe parmi les Hutu rwandais

qui s'appelle les Interahamwe. Ce ne sont ni tous les Hutu du Rwanda qui sont des Interahamwe, ni les Hutu congolais. Il y a eu un certain moment des combattants Hutu congolais qui sur le territoire de Masisi combattaient leurs frères Mai Mai, mais ils n'ont rien à voir avec les Interahamwe. D'ailleurs aujourd'hui la plupart est déjà rentré dans les rangs de l'armée et d'autres sont revenus dans la vie civile. Les Interahamwe sont un groupe de Hutu armés bien défini.

Sibabindula Kakitsa: Il y a des malfaiteurs dans toutes les ethnies, ce n'est pas une spécialité de la communauté Hutu. Je dois ajouter par rapport aux Interahamwe que la Communauté Internationale les a nourris dans les camps tout en sachant très bien qu'ils étaient là, armés, qu'ils s'entraînaient. Alors que cette Communauté Internationale prenne sa responsabilité, qu'elle aille les chercher dans la forêt.

Je voulais ajouter le fait que la guerre est en train de peser un peu trop sur les populations: toutes les parties en conflit se déchargent sur elles: on perçoit des taxes mais les services ne fonctionnent pas ou mal et les salaires des fonctionnaires ne sont pas payés, dans certains cas depuis plus de vingt mois. Les factures d'eau et d'électricité montent. Il faut tout payer en dollars, si vous n'en avez pas on vous coupe le courant. Pour le loyer c'est pareil. Les taxes dépassent de loin les revenus. Il y a déjà plus de 16 entreprises qui ont fermé leurs portes à Goma. A l'extérieur de Goma c'est même pire.

Félicien Nzitatira: Je pense que malgré tout la solution est d'abord de mettre fin à la guerre et c'est le souhait de tout le monde. Cependant en plus de cela, la Communauté Internationale doit s'impliquer dans la recherche de solutions à la misère des populations ici parce qu'elle y est pour quelque chose. Il faut mettre en place un plan Marshal de reconstruction de ce pays qui a été détruit en grande partie avec la complicité de la Communauté Internationale.

Eric Kisa Kalobera: Ici chez nous, les gens se disent qu'aujourd'hui cette guerre fait progresser. Economiquement les gens sont mieux en Ouganda et au Rwanda, même au Zimbabwe et peut-être en Angola, mais chez nous ça va très mal. Est-ce que ce ne sont pas ces acteurs-là qui exploitent nos richesses et les ramènent chez eux? Cela nourrit aussi la diabolisation et la haine. Il faut donc que cette guerre cesse le plus vite possible et que les Congolais se retrouvent ensemble fasse à leurs responsabilités de reconstruire le pays.

Question: Vous avez réussi à mettre en marche une dynamique de cohésion entre les huit communautés ethniques du Nord Kivu. Dans cette situation complexe de guerre aujourd'hui où il y a beaucoup d'intérêts avoués et non avoués qui s'affrontent avez-vous l'impression qu'après le bout de chemin que vous venez de faire ensemble quelqu'un peut vous désunir ou carrément vous soumettre?

Faustin Ndyanabo Buunda: Moi je trouve que quelqu'un peut nous soumettre parce que nous sommes unis mais nous n'avons pas la force nécessaire pour nous défendre contre qui que se soit. L'union fait la force, d'accord, mais l'union ne fait pas la force militaire. Si quelqu'un entre avec une seule mitrailleuse ici alors que nous sommes à plus de dix, il va nous abattre tous, alors que nous sommes unis. Donc sur le plan militaire on peut nous soumettre, mais sur le plan politique personne ne le peut car nous avons exprimé notre cohésion. Par rapport aux arguments politiques nous pouvons être solidaires et nous défendre valablement. Mais il reste le plan militaire....

Eric Kisa Kalobera: Depuis que nous avons amorcé cette campagne nous voulons être en contact, en dialogue avec les voisins naturels. Ils ont accepté et nous ne nous faisons pas de cadeau, nous parlons un langage franc devant eux et nous exprimons les souhaits de la population. Nous avons donc une sorte de pouvoir de nous faire entendre, même si ce n'est pas un pouvoir militaire. Nous estimons qu' au niveau international nous pouvons encore renforcer ces efforts de dialogue et de lobbying et faire connaître les points de vue et les propositions de nos populations. Nous ne sommes pas d'accord que les armes restent le langage dominant dans la région.

Kibira Katarungu Thomas: Je voudrais ajouter qu'on ne peut pas soumettre quelqu'un contre son droit. Le droit est fondamental, le droit est inaliénable, nous continuons à y croire.

Les Interahamwe au Congo... Que faire?

Au cours de notre session d'échanges il y a eu un débat vif et intéressant autour de la question des Interahamwe sur le sol congolais et des voies de sortie de cette situation inquiétante. Nous vous livrons ici en vrac les divers arguments et les différentes propositions mises en avant par les uns et les autres sur cette question délicate qui est au cœur de la guerre actuelle et en même temps ne peut être résolue par les Congolais. Cela peut illustrer de façon vivante les échanges francs au sein du Barza et de la CPC. L'essentiel n'est pas d'être du même avis sur tout, d'avoir la pensée "unique", mais plutôt de pouvoir continuer un dialogue fructueux à la recherche de solutions.

- Pour nous il se pose la question suivante: pourquoi on n'arrive pas à régler la question des forces négatives militairement, alors que sur d'autres fronts face aux armées zimbabwéenne et angolaise par exemple, on a des succès militaires? Alors on peut même penser qu'il y en a qui ont intérêt à ce que ce problème reste pour justifier la continuation de la guerre.

- Dans cette situation je crois que la solution revient maintenant à la Communauté Internationale. En ce qui nous concerne nous pouvons continuer la sensibilisation de la population civile rwandaise pour qu'ils regagnent leur pays. Cependant un certain nombre d'entre eux refusent de rentrer, car ils ont peur d'y affronter la justice. Pendant ce temps des Congolais meurent. Nous ne sommes pas prêts à continuer de payer les pots cassés. La Communauté Internationale doit prendre ses responsabilités. Peut-être qu'elle doit leur trouver une terre d'exil loin d'ici pour ceux qui ne veulent absolument pas rentrer.

- Il faudrait organiser des camps de regroupement pour ces milices Interahamwe éparpillées comme on a fait dans le Congo Brazzaville et là la Communauté Internationale viendra peut être les récupérer.

- Moi, je pense que le problème des Interahamwe est devenu un problème régional des Pays des Grands Lacs et il faut trouver un solution plus au moins globalisante qui impliquerait tous les pays de la région. Sinon le problème va juste se déplacer pour nous tomber dessus encore. Je propose une Conférence des Pays des Grands Lacs où les populations de tous nos pays seraient représentées. On traitera la question dans son

ensemble, on entendrait les propositions des uns et des autres y compris des Interahamwe et on trouverait une solution durable.

- Moi je crois que le problème Interahamwe ne peut trouver de solution que par les Rwandais eux mêmes. Au Rwanda il y a eu tuerie de part et d'autre il faudrait que ces gens là se pardonnent mutuellement et recommencent sur de nouvelles bases. Il n'y a que l'amnistie qui peut résoudre cela ce ne sont pas les armées qui vont le résoudre, ni la Communauté Internationale mais les Rwandais eux mêmes.

- Il faut d'abord que l'armée Rwandaise se retire parce qu'il n'ont pas réussi à mettre fin à cette situation d'insécurité et qu'on puisse confier cette mission aux autochtones et chercher maintenant une armée neutre qui va sécuriser les frontières avec le Rwanda et l'Ouganda.

- Mais le Rwanda aujourd'hui n'est pas en mesure de donner une amnistie aux génocidaires parce que c'est un crime contre l'humanité. Ce n'est d'ailleurs plus de la compétence du Rwanda lui même , c'est une affaire de jurisprudence internationale.

- Je pense qu'il faut passer par deux étapes: d'abord sortir de l'emprise des Interahamwe les autres réfugiés Rwandais qui sont prises en otages aujourd'hui par eux. Il y a déjà des efforts de ce côté, mais par exemple le HCR ne donne pas l'impression de vouloir vraiment aider à accélérer le mouvement. Pourtant c'est la responsabilité de la Communauté Internationale et du HCR que les Interahamwe dans les camps de réfugiés n'ont pas été désarmés dès le début et qu'ils aient pu prendre les autres en otage.

Ensuite il s'agit de combattre militairement le noyau dur et je pense que l'armée Rwandaise est en mesure de le faire, si elle pouvait se concentrer sur cela au lieu d'étendre le front jusqu'au Kasai.

- Ce serait une utopie de croire qu'un jour on arrivera à exterminer les Interahamwe. Eux aussi voulaient exterminer les Tutsi, mais cela ne peut pas marcher. S'il n'y a pas l'extermination qui peut marcher alors il faut appliquer l'arme du pardon qui elle aussi a une grande force.

- Oui, mais le pardon de la guerre du Rwanda ne peut pas se faire ici au Congo ni l'intégration des criminels rwandais. Il faut qu'on trouve un moyen pacifique pour ramener les Interahamwe, les malfaiteurs du Rwanda chez eux. C'est là-bas qu'il faudra juger ou leur pardonner.

- Nous pouvons proposer de régler notre part du problème, c'est à dire sensibiliser et réintégrer nos propres enfants qui sont dans les milices et au Nord Kivu, nous l'avons d'ailleurs déjà fait en grande partie, mais le problème des Interahamwe doit être pris en charge par les Rwandais eux-mêmes.

Interview avec l'Evêque Catholique du Diocèse de Goma, Monseigneur Ngabu

Question: Quelles sont les implications de cette deuxième guerre sur les populations? N'est-ce pas une guerre de trop?

Qu'on appelle cette deuxième guerre, "une guerre de trop", je ne trouve pas ce mot exact, car il n'y a jamais eu une guerre qu'on puisse appeler "guerre juste". Toute guerre est toujours un mal puisque la guerre détruit, entraîne la mort, entraîne des destructions matérielles.

Cette deuxième guerre du Congo pour nous de Goma est la continuité de la guerre qui a commencé depuis 1993. Elle est sentie par nous comme un poids terrible, même si cette deuxième guerre a fait moins de morts dans notre diocèse. Mais comme continuité des autres guerres cela reste toujours un obstacle pour le bien du peuple et pour le bien du pays. Et surtout cela handicape la paix et sème la division, sème le soupçon et réveille la haine. Et dans ce sens là, comme toutes les guerres, elle est destructrice.

Question: Comment expliquez-vous la différence entre la première guerre qui était vue par beaucoup de Congolais comme positive, porteuse d'espoir, et la deuxième guerre qui a suscité des réactions beaucoup plus négatives?

Vous avez raison quand vous dites qu'on peut voir la première guerre positivement dans ce sens-là. La première guerre était pour mettre fin à la dictature de Mobutu et elle a finalement été vue comme la guerre du peuple. Là où les combattants passaient, ils étaient accueillis par les populations. Ils n'ont pas vraiment "fait la guerre". La vraie guerre en 1996 s'est faite dans le Sud Kivu et dans la partie sud du Nord Kivu. En effet, pour le Sud Kivu et pour le sud du Nord Kivu cette guerre a été comme une "surprise" et il y a vraiment eu la guerre, mais pour le reste du pays cela a été la guerre du peuple qui a créé des libérateurs. Dans ce sens là, la première guerre a été vue positivement. Mais la destruction pour nous à Goma a été plus forte lors de cette première guerre. C'est alors qu'il y a eu beaucoup de morts. Nous, on a vu la première guerre plus destructrice pour notre diocèse, mais moins la deuxième. Personnellement, je trouve un élément positif à cette deuxième guerre: c'est pendant cette guerre que s'est réveillé dans les populations du diocèse de Goma une prise de conscience de la nécessité d'une cohabitation pacifique entre communautés et individus. Dans ce sens là, elle a peut être été plus positive pour nous ici. Pas pour le pays, car pour le pays cette guerre est vue comme une agression, comme une occupation, mais à l'intérieur de Goma cette guerre a quelque chose de positif pour moi, car c'est alors que les populations ont eu la conscience de la nécessité d'une cohabitation pacifique.

Question: Comme vous le dites, cette deuxième guerre est souvent vue comme une guerre d'occupation dont les populations ne veulent pas. Cette analyse selon vous est basée sur quoi?

Il ne s'agit pas de l'occupation du Nord Kivu. C'est l'occupation du pays. Les opinions qui voient cette guerre sous l'angle de l'agression, de l'occupation, c'est par rapport à l'ensemble du pays. Mais je crois que cette vision vient du fait qu'avec cette deuxième

guerre il y a eu rupture d'amitié entre le président Kabila et ses amis d'hier, les Rwandais et le Ougandais. Alors il a voulu être soutenu par le reste des peuples congolais en leur disant, voilà, cette guerre est une guerre d'agression contre tout le peuple congolais non banyarwanda. (Il a divisé le peuple en Banyarwanda - de culture rwandaise - considérés étrangers et agresseurs d'un côté, et tous les autres de l'autre). Là, le président Kabila a touché à certaines faiblesses qui avaient semblé guéries avec la première guerre. Car juste avant la première guerre il s'était réveillé un sentiment de rejet des Congolais Banyarwanda et tout spécialement des Tutsi. Et pendant et après la première guerre ce sentiment de rejet semblait s'endormir. Et voilà qu'avec la deuxième guerre, cela s'est réveillé très fort. Certaines faiblesses à ce point de vue existent dans le Nord et le Sud Kivu. Le point de départ de cette maladie, de ce virus, provient du Kivu. Sur toutes les frontières du Congo avec ses voisins, il y a des peuples qui vivent des deux côtés de la frontières. Mais ce virus de rejet se fait sentir plus au Kivu. Ces derniers temps nous sentons aussi quelque chose de semblable dans l'Ituri envers les Bahema. Cela n'a pas encore pris exactement la même forme d'exclusion comme ici, mais c'est dans la même ligne.

Selon moi, ce sentiment d'être agressé et occupé est basé essentiellement sur une tendance à dire que le malheur du Congo vient des agresseurs et ces agresseurs sont - selon ce courant - les Rwandais, les Ougandais, les Burundais. Même dans la partie sud du Nord Kivu il y a un peu de ce sentiment. Mais ici le sentiment n'est pas encore parvenu à étouffer le désir de cohabitation pacifique dans les populations. Ce ne sont que quelques extrémistes dans notre milieu qui entretiennent cette opinion.

Question: Les Accords de Lusaka prévoient un dialogue inter-congolais pour que les Congolais eux-mêmes puissent chercher et appliquer des solutions. Comment pouvons-nous cheminer pour arriver à ce dialogue?

Cette question est très importante et en même temps riche. Mais la réponse est difficile. Je pense que le dialogue inter-congolais pourrait être plus fructueux si dès à présent dans l'ensemble du pays des réflexions se faisaient à la base avec les populations pour se demander: Pourquoi ne pouvons-nous pas vivre en paix ensemble? Cette question devrait se poser sur l'ensemble du territoire congolais parce que les difficultés de cohabitation existent un peu partout et même s'il semble y avoir plus de difficultés dans une région comme la notre, le Nord Kivu, mais également au Sud Kivu, une certaine tendance à la méfiance se retrouve sur l'ensemble du territoire congolais.

C'est le premier point. Le deuxième point est que l'ensemble des Congolais auraient dû, dès à présent, se poser la question: pourquoi - si nous avons de nombreuses frontières où des peuples sont coupés de part et d'autre - c'est seulement au Kivu que l'on met en question la nationalité de ce peuple coupé en deux. En se posant cette question, le peuple congolais aurait été mieux préparé au dialogue inter-congolais. La réponse peut se trouver à la base, si les gens discutent sincèrement. Ils constateront que le problème des nationalités n'est pas une affaire liée à une longue ou courte durée des uns et des autres sur le territoire ou une affaire liée à telle ou telle ethnie. C'est un problème d'ordre juridique. C'est avec l'acte de l'indépendance que tous les Congolais, en un instant, à la prononciation de l'indépendance ont acquis la nationalité. Il n'y a pas une seule ethnie ou une seule tribu au Congo qui peut prétendre avoir reçu plus de nationalité qu'elle devrait maintenant distribuer aux autres.

D'ailleurs dans les rencontres pour la reconstruction au niveau provincial après la première guerre, cette question de nationalité avait été posée au Nord comme au Sud Kivu. Au Nord Kivu environ 80% des personnes interrogées avaient été d'accord pour dire que tous ceux qui étaient sujets belges à la date du 30 juin 1960 sont Congolais.

Mais malheureusement au Sud Kivu à peu près 90% des gens de l'atelier ont voté pour dire que les Banyarwanda n'étaient pas Congolais.

Le dialogue inter-congolais qui cherche un nouvel ordre politique aurait été beaucoup plus facile si les politiciens, c'est à dire ceux qui se croient politiciens au Congo, avaient aidé le peuple à susciter l'étude de ce problème par tous, mais dans l'objectivité.

Question: Par rapport à la situation actuelle, on a l'impression qu'il y a pour le moins un sérieux problème de communication entre les populations et les militaires dans cette guerre. Comment voyez-vous cela et comment s'y prendre pour renforcer les logiques civiles?

Le blocage n'est pas du côté militaire comme tel. La difficulté est que ce que l'on appelle libération, cette action n'est pas partie d'une force politique qui revendique la libération. Cela a démarré par une action militaire. La politique est venue après. C'est pourquoi jusqu'aujourd'hui il arrive souvent que les militaires se lancent en premiers, en avant, parce que la politique n'a pas précédé. Il serait nécessaire que les hommes politiques à travers le Congo aident leur base à la réflexion. Je ne pense pas que ce soit un problème de communication. C'est plutôt que les hommes politiques ne savent pas exactement ce qu'ils cherchent, quel est leur programme. Cela est vrai même pour ceux qui sont aujourd'hui dans l'opposition. Si vous leur demandez leur projet de société il n'y a pas de réponse. Si par exemple vous demandez au RCD ici: Vous voulez remplacer le régime Kabila, mais quel est votre projet de société? je ne pense pas que vous trouverez une réponse satisfaisante.

Sans projet de société il est difficile que les populations réfléchissent sérieusement et sainement sur les problèmes que nous soulevons.

Question: Le Barza Intercommunautaire et la Commission de Pacification du Nord Kivu réfléchissent à toutes les questions touchant aux conflits entre populations et à la cohabitation. Comment faire connaître leur travail? Comment renforcer cette approche?

Dans notre milieu ici au sud du Nord Kivu il est possible de renforcer ce processus important. La prise de conscience n'étant cependant pas généralisée il semble difficile qu'on réveille cette conscience dans le reste du pays.

Chez nous ici au Nord Kivu il est essentiel de renforcer ce processus. Ce qui se fait aujourd'hui au niveau du Barza et au niveau de certaines organisations comme la Commission de Pacification est l'effort sociologique nécessaire pour que les gens se reconnaissent différents et que chacun puisse accepter l'autre. Que les gens puissent accepter que tout en étant différents on peut construire ensemble le pays ou du moins notre région. Cependant cet effort sociologique risquerait de disparaître vite si par exemple du côté de l'Église il n'y avait pas de façon complémentaire une prise de conscience de l'urgence de la construction de l'homme intérieur. Je veux parler d'une conscience aiguë de la nécessité de la ré-évangélisation. Tout le monde en parle, le Synode pour l'Afrique, les évêques... Mais il faut également réfléchir par où commencer la ré-évangélisation. Je ne peux pas dire que nous avons trouvé, mais nous avons une ébauche de méthode. Nous avons dégagé quelques thèmes bibliques qui nous paraissent une synthèse de la vie chrétienne. A partir de ces thèmes nous avons entrepris une campagne d'évangélisation. Nous allons trouver le peuple chez lui. Nous ne les appelons pas à l'église, car dans ce cas viendront seulement les chrétiens catholiques. Nous allons dans les quartiers et on se met à chanter et à parler. Alors ils viennent tous, chrétiens et non chrétiens. Chacun essaye d'en profiter autant que possible. Cela a réveillé chez les chrétiens catholiques une conscience aiguë que

souvent ce dont on accuse l'autre se retrouve d'abord en soi. Pour le tribalisme on prend conscience qu'au fond moi je n'aimais pas l'autre mais c'est parce que je projette sur lui ce que je vis en moi. A partir de là, beaucoup commencent à se rendre compte que le problème n'est pas que je me trouve en face de telle ethnie, de telle tribu. Le problème est: qu'est-ce que je fais pour aller vers celui-là? Pourquoi je ne vais pas vers lui? C'est l'obstacle qui est en moi qui me fait réaliser que je dois commencer d'abord par moi-même, à me convertir. Dès qu'il y a cette prise de conscience, la personne commence à dire: jusqu'à présent je n'ai pas été chrétien. Voilà pourquoi je parle de la reconstruction de l'homme intérieur qui doit être une contribution importante à cet effort sociologique pour amener les gens à vivre ensemble de façon pacifique.

Question: Comment se fait-il qu'au Nord Kivu les différentes communautés ethniques cherchent elles-mêmes une voie vers la cohabitation pacifique entre elles. Cela paraît très différent de la situation dans les autres régions. Comment expliquez-vous cette spécificité du Nord Kivu?

Ma réponse ne peut pas être absolue. Mais je pense que cela est une conséquence du fait que nous vivons la guerre depuis 1993. Notre population a trop souffert. Il y a eu trop de pertes de vies humaines. Déjà dans la guerre de 1993 nous avons perdu plus de 10.000 personnes. Alors les gens se sont rendus compte que personne ne gagne, ni en vies humaines, ni en biens matériels. Quand la deuxième guerre est arrivée, il n'y avait pas de guerre ici, entre les populations. L'expérience malheureuse d'avant, le fait de ne pas s'être acceptés mutuellement dans nos différences depuis au moins 1993, a permis cette prise de conscience. Les autres régions n'ont pas autant souffert. Oui, ils souffrent de la conséquence des guerre, sur le plan économique et social, il n'y a presque rien à manger, il n'y a pas de services, la situation économique est désastreuse pour les populations, sur le plan politique le pays est mort. Cela c'est la souffrance que l'on connaît ailleurs. Mais il n'y a pas eu de guerres civiles où ils se sont entretués, où ils ont détruit leurs biens, mais nous, nous avons connu cela et je pense que c'est cela qui a amené la prise de conscience. Il est vrai aussi que dans le diocèse de Goma notre ligne pastorale a toujours été une ligne pastorale pour l'unité, notre devise a été "que tous soient un". Après la guerre de 1993 les gens ont commencé à se dire: l'Évêque avait quand même raison. Si nous avions accepté cela, on aurait pu éviter tout ce que nous avons connu.

Question: Parmi les efforts de dialogue qui se mettent en place il y a eu cette conférence organisée par les Églises à Kinshasa en mars 2000, mais malheureusement tout le monde n'a pas pu être présent. Qu'est-ce que vous en pensez? Comment amplifier et rendre efficaces et durables de telles initiatives ?

Pour moi le projet de la réunion des Églises à Kinshasa n'a jamais eu une clarté quant aux objectifs précis. Il y a eu des invitations à l'intérieur du pays, mais un diocèse comme celui de Goma n'a jamais reçu d'invitation. Je ne sais pas pourquoi cette clarté a manqué.

Si les Églises avaient voulu que l'on fasse un travail sérieux, il aurait fallu une rencontre en dehors de Kinshasa. Comme le pays est déjà coupé en deux et que l'on savait d'avance que tout homme ne peut pas aller à Kinshasa, il aurait mieux fallu l'organiser ailleurs, cela aurait porté plus de fruits.

Enfin je ne sais pas si les Eglises qui ont pris part avaient suffisamment de liberté d'expression. S'ils avaient une vraie liberté d'opinion je vois mal comment ils sont arrivés

à la conclusion qu'il faille corriger les Accords de Lusaka, alors que ces accords ont déjà été signés par tous les belligérants.

Le dialogue inter-congolais sera fructueux s'il se tient en dehors du Congo. La première chose serait de faire le point de la situation de la part des gens au pouvoir et des oppositions armées et non armées, que l'on fasse un peu le point sur la situation. Après il faudra poser la question: mais pourquoi nous battons-nous? Est-ce que réellement on doit se battre? A partir de là on arriverait sûrement à la question de la politique de nationalité où une partie des populations est exclue, d'où nous avons un patriotisme blessé, un patriotisme mutilé. Sous prétexte d'un ennemi à pourchasser, on tue même les concitoyens. On aboutit à un patriotisme qui va vers l'exclusion et qui va aussi vers le racisme. Dans le dialogue inter-congolais on devra arriver à toucher ce problème de fond. Tant que ce virus n'aura pas été touché, je ne crois pas que l'on puisse arriver à une conclusion qui puisse faire redémarrer le pays comme il faut.

Question: Est-ce que pour le dialogue inter-congolais, vous pensez qu'il faut d'abord une étape régionale avant le débat national?

Oui, il serait logique de commencer par les provinces. Mais dans le contexte actuel je ne crois pas que ce soit possible. On avait commencé cela après la fin de la première guerre et les premiers pas étaient prometteurs. Mais maintenant nous sommes de nouveau en guerre, une guerre où même les ressortissants du Kivu sont très divisés, et il paraît primordial de lancer un dialogue englobant tout le territoire.

Cependant, il est essentiel que les efforts à la base comme celui du Barza et de la Commission de Pacification se déroulent aussi dans d'autres régions. Si par exemple au Sud Kivu il y avait un processus semblable adapté à leur situation. Si dans le nord du Nord Kivu les alliés pourraient permettre que le Barza de Goma qui avait été constitué pour tout le Nord Kivu et représente toutes les communautés de cette province fasse son travail sur l'ensemble de la province, cela aiderait. Aujourd'hui, et c'est malheureusement, l'action du Barza ne peut pas arriver jusqu'à Beni.

Dans le contexte actuel il serait difficile de demander pour le dialogue inter-congolais que par exemple les gens du Kivu se réunissent d'abord entre eux. Car par exemple même au niveau du RCD le langage n'est pas le même. Alors aujourd'hui il faut renverser: d'abord un dialogue national, après une rencontre du Kivu.

Question: Ces derniers temps nous voyons se dégager de plus en plus une tendance à diviser les Africains en deux catégories: les Bantou et les Hamites et d'expliquer leurs conflits en y appliquant ce schéma. Est-ce que cette division prend parmi les populations ?

Au sein de notre Eglise locale, à l'intérieur de l'Eglise de Goma, la division entre Bantou et Hamites se fait moins sentir.

Avec la deuxième guerre une espèce de fracture sociale s'est faite entre ceux que l'on appelle Bantou et ceux que l'on désigne comme Hamites. Cela se corrigera avec une prise de conscience de la vérité. A l'intérieur du pays ce problème tourne autour d'une politique de mensonge qui prétend qu'au Congo ne peuvent pas coexister ceux qui se disent Banyarwanda (de culture rwandaise) et les autres, tous en tant que Congolais. Si les populations prennent conscience de ce mensonge politique, il y aura un réveil. La même chose est vraie pour ce soi-disant empire Hima Tutsi. Les gens se rendront compte assez rapidement que aujourd'hui il n'y a personne qui puisse construire un empire et l'imposer à tous, surtout dans cette Afrique dont les limites ont déjà été fixées

par les différentes indépendances. C'est impossible qu'un seul groupe puisse dire: Nous allons créer un empire pour soumettre tous les autres. Cela ne peut pas se faire et c'est tant mieux.

Sur le plan spirituel, la ré-évangélisation est le programme tracé par le Synode pour l'Afrique et les évêques doivent chercher comment l'appliquer.

Question: Comment voyez-vous le rôle des alliés dans cette guerre? Quel message peut-on donner aux pays voisins qui y sont impliqués ?

Nous demandons avec insistance que les alliés favorisent la rencontre entre les Congolais, le dialogue inter-congolais. Si je prends le cas des alliés de l'est: Chacun explique sa raison d'être dans cette guerre par souci de sécurité. Or cette sécurité doit se baser sur la population qui habite à la frontière. Alors les alliés auraient tout à gagner en favorisant que le peuple frontalier ici se rencontre. Au Nord Kivu nous avons aujourd'hui un problème. La province se trouve à présent coupée en deux, une partie est sous contrôle ougandais et une autre partie sous contrôle rwandais. Il aurait donc fallu que les alliés se mettent d'accord pour que l'ensemble des populations du Nord Kivu ne connaissent pas cet obstacle de ne pas se voir, ne pas se rencontrer.

Question: Y a-t-il un espoir que le processus entamé au niveau des huit communautés du Nord Kivu peut aussi avoir lieu ailleurs?

Le bien est quelque chose qui est contagieux. Tout comme le mal se répand, le bien peut se répandre également. J'espère que les efforts qui se font ici peuvent un jour être une référence pour le reste du pays. J'ajouterais dans le Nord Kivu, même dans le Grand Nord Kivu, à Beni et Lubero, à l'intérieur de ces deux territoires il devrait y avoir un Barza qui s'interroge sur qu'est-ce que l'on doit faire pour l'unité du peuple du Nord Kivu.

Question: Quant à votre région d'origine l'Ituri: voyez-vous les mêmes symptômes dans le conflit actuel que ceux qui ont secoué le Nord Kivu?

Depuis que les événements ont éclaté en Ituri je n'ai pas eu la chance d'y être présent personnellement. Mais je crois que le mal de l'Ituri a aussi beaucoup été favorisé par certains éléments provenant du Kivu. Ils ont transporté le mal que nous avons au Kivu en Ituri, en essayant d'entretenir une opposition entre les Bahema et les Walendu. Mais cela ne veut pas dire que ce ne sont que les ressortissants du Kivu impliqués dans ce problème qui l'ont créé. Les antagonismes entre les différentes ethnies dans l'Ituri existaient avant. Rien que sur le plan économique, on voyait que l'économie de Bunia résidait plus entre les mains du groupe des Hema. Cela avait déjà réveillé certaines réticences, certaines oppositions entre le groupe Hema et les autres ethnies. Mais si aujourd'hui la guerre semble se situer entre les Hema et les Lendu cela ne veut pas dire que les autres ethnies de l'Ituri ne soient pas concernées. Il doit y en avoir aussi qui jouent un rôle, peut-être de façon sournoise. Il y a aussi les autres ethnies qui ont des victimes. Comme le bien peut se répandre, c'est ainsi aussi que le mal se propage et peut-être plus vite et c'est ce qui arrive dans le cas de l'Ituri.

Question: Il y a une résurgence de l'activité de ce que les Accords de Lusaka appellent "les forces négatives"? S'agit-il d'une coalition désormais de milices de plusieurs pays qui travaille dans de plus en plus de régions, y compris par exemple dans le cadre du conflit de l'Ituri?

Je n'ai pas d'éléments qui me permettent de l'affirmer pour l'Ituri. Mais je crois qu'il doit y avoir une force surnaturelle qui n'aimerait pas **de grands ensembles africains**. S'il y avait des grands ensembles africains comme par exemple la Communauté Européenne, l'Afrique pourrait elle aussi mettre en marche son économie et ce serait une voie pour son développement. Les personnes qui ne sont pas pour le développement de l'Afrique essayeront toujours d'empêcher la mise en commun en grande dimension de stratégies et de ressources entre les pays africains. Pour cela, ils doivent chercher les points faibles qui existent chez les Africains pour les exploiter. Même ceux que nous appelons génocidaires ne sont jamais nés génocidaires. S'ils ont commis un génocide, c'est qu'on les y a conduits. On peut créer des génocidaires à travers l'Afrique. Aucun peuple africain, ni européen ou autre d'ailleurs, a été créé en tant que génocidaire. Comme l'homme peut être perverti, on peut toujours pervertir un groupe de gens pour perpétrer le mal afin que l'unité ne se forme pas.

Question: Comme le Congo a tellement de richesses, est-ce qu'il n'y aura pas toujours quelqu'un pour convoiter ces richesses et pervertir les gens?

C'est vrai, mais cela ne libère pas les Congolais de leurs responsabilités. Le Congo n'est pas l'unique pays où on trouve beaucoup de richesses. Il y a des richesses dans d'autres pays, mais là les habitants ont pris conscience que personne d'autre de l'extérieur ne peut venir reconstruire leur pays sans nous. Nous pouvons avoir l'aide des autres parce que dans le monde d'aujourd'hui il y a des complémentarités. Personne ne peut dire: je me suffis à moi seul. Mais cela suppose que les Congolais, malgré le marasme d'aujourd'hui, sont condamnés à arriver à prendre conscience de leurs responsabilités. C'est seulement comme cela que le pays sera construit et que l'on pourra avoir un partenariat.

Question: Une des raisons invoquées pour la présence des troupes des alliés et voisins sur le territoire congolais est leur souci pour leur sécurité menacée par les "forces négatives", en particulier les Interahamwe rwandais qui sont en ce moment très actifs au Nord Kivu . Comment gérer ce problème pour pouvoir en sortir?

L'effort que je soutiens c'est l'effort des comités de pacification qui essayent de pénétrer les milieux des Interahamwe pour convaincre les gens de l'intérieur. Cela a déjà permis le retour de plus de 20.000 personnes au Rwanda. Comme représentant de l'Église je soutiens ce genre d'effort contrairement à l'armement des jeunes gens que je considère comme une option militaire.

La solution pour le problème des Interahamwe est - comme préconisé dans les Accords de Lusaka - que l'ONU étudie comment désarmer ces forces qu'on appelle négatives. Ce n'est pas normal que l'ONU se refuse à cela. Elle doit étudier la modalité de ce désarmement. Cela ne peut pas se résoudre nécessairement seulement pas une guerre de la part de l'ONU. Elle doit chercher à identifier les meneurs. Avec eux on peut arriver à trouver des modalités de désarmement et de réintégration dans leur pays.

Question: Comment voyez-vous dans ce contexte la relation entre justice et pardon? Comment arrêter la culture de l'impunité?

Sans vouloir m'immiscer dans les affaires rwandaises et décider à leur place dans cette affaire délicate, mon opinion personnelle est la suivante:

La majorité de ces gens-là ne sont pas des génocidaires, ce sont des victimes. Ils ont été comme drogués et ils ont fait ce travail. Leur intégration - même si elle pose problème - est nécessaire. Le problème de justice ne peut se poser que pour les planificateurs et organisateurs du génocide et ceux qui continuent à entretenir cet état d'esprit. Ceux-là doivent passer par une voie de justice. Cela me paraît normal. La majorité de ceux qui ont été impliqués dans les massacres sont pour moi des victimes et je préconise la voie du pardon. On était sur la même colline, on y avait vécu ensemble, et même si quelque part j'avais quelque chose contre mon voisin, il ne me serait jamais venu à l'idée de prendre la machette contre lui. Mais j'ai dû le faire car il y a des gens qui sont venus me dire: Si vous ne le tuez pas maintenant, demain c'est trop tard, vous serez vous-même tué. Devant cette peur de la mort de ma part, j'ai dû prendre la machette.

Ceux qui doivent être jugés sont les organisateurs, les planificateurs et cela restera toujours un petit nombre. Malheureusement cette justice n'est même pas intégrale. Elle ne frappe que les Rwandais alors qu'il y a des étrangers qui ont sûrement été impliqués dans cette organisation, mais qui ne sont pas poursuivis, il paraît qu'ils sont intouchables.

Du point de vue de l'Église, je ne parlerai même pas de l'impunité comme telle. Dieu n'a pas exigé de nous la justice, il est venu nous offrir le pardon, alors que nous lui avons fait du mal.

La justice c'est de la part du pouvoir qui organise le peuple. De la part des victimes, elles ne devraient pas nécessairement exiger cette justice, plutôt appliquer le pardon. Mais le pouvoir, l'État doit veiller à ce que le mal ne se perpétue pas et donc appliquer la justice. Un Chrétien, lui, doit d'abord offrir le pardon.

L'État lui doit organiser le peuple, pour qu'il vive dans l'harmonie. Tout homme qui est un obstacle à cette harmonie doit subir la loi.

Je suis d'accord avec la tristesse de tous ceux qui sont victimes de tout cela, mais s'ils sont chrétiens, ils ne doivent pas chercher la vengeance, leur douleur ne les libère pas de leur devoir de pardon.

La Communauté Internationale elle, devrait contribuer à la bonne marche du processus de justice, ne pas cacher ceux qui ont organisé le génocide, faciliter la justice également pour les étrangers impliqués dans le génocide. Il y a eu la collaboration dans le mal, il devrait aussi avoir la collaboration dans le bien.

Question: Par rapport à la situation immédiate au Kivu :qu'est-ce que vous attendez de la Communauté Internationale dans cette situation où la guerre tarde à prendre fin?

Si la Communauté Internationale dit qu'il faut attendre que la situation se normalise au Congo pour venir en aide, c'est une forme de fuite de responsabilités. Dans les interventions il y a une double dimension: il y a la coopération entre les États et que certains États disent qu'ils veulent attendre que le Congo puisse se constituer en État, c'est normal. Mais par rapport à l'aide humanitaire, à la coopération non-gouvernementale, au travail direct avec les populations, je ne comprends pas que la Communauté Internationale puisse dire: nous attendons. Le besoin du peuple se traduit sous diverses formes. On ne doit pas attendre pour supporter les efforts du peuple congolais dans le domaine sanitaire, dans la réhabilitation des routes de desserte agricoles, dans l'éducation, dans la construction d'une entente entre communautés. Ce sont des secteurs humanitaires qui nécessitent l'intervention de la Communauté Internationale.

Goma

le 7/4/2000

Interview avec le Représentant Légal de la Communauté Baptiste du Kivu (CBK), le Révérend Mauka

Question: Cette deuxième guerre du Congo dure maintenant depuis plus de vingt mois. Quels sont les effets sur la population locale?

Depuis que la guerre a commencé il y a d'abord cette situation d'insécurité qui dure et dont tout le monde souffre. Ensuite, presque toutes les activités économiques sont paralysées surtout dans le milieu rural. Les gens ne peuvent plus produire comme avant. Les activités au niveau de la santé et de l'éducation sont très difficiles à réaliser et par là très réduites. Par exemple dans la collectivité de Bwito nos activités sanitaires et scolaires sont très réduites. Nous avons 18 paroisses là-bas, pour l'instant il n'y en a que 2 qui fonctionnent. Du côté de Kitshanga nous avons 7 paroisses, il n'y en a plus que une ou deux qui fonctionnent.

Un grand problème est que les populations déplacées sont nombreuses, elles vivent en dehors de leur milieu traditionnel.

Les populations subissent de nombreux effets négatifs de cette guerre.

Il y a des affrontements entre divers groupes armés: les Mai Mai, les Interahamwe, les armées rwandaise et ougandaise, ainsi que l'armée congolaise du côté de la rébellion du RCD.

Question: Comment les populations essayent-elles de survivre dans cette situation?

Si les populations continuent à survivre surtout dans les milieux ruraux c'est en premier lieu grâce à la solidarité congolaise. En fait il n'y a pas de camps comme c'était du temps des réfugiés rwandais, mais les gens sont pour la plupart abrités par des parents et des amis. Ils reçoivent parfois des petites contributions pour les aider, mais cela n'a rien à voir avec le financement des camps de réfugiés par la communauté internationale.

Question: Comment voyez-vous la différence entre la première et la deuxième guerre?

La différence est que les gens n'attendaient pas cette deuxième guerre. Ils pensaient que les choses allaient en s'améliorant. Pendant la première guerre il y avait un certain enthousiasme parce que les populations s'attendaient à un changement après de longues années de dictature. Le déclenchement de la deuxième guerre a plutôt enclenché une réaction de méfiance. On ne comprenait pas le pourquoi de cette guerre.

Question: Il y a eu des affrontements guerriers depuis 1993. Voyez-vous des liens entre ces différentes guerres?

Je ne vois pas trop de liens, car après la guerre de 1996/97 l'espoir des gens était grand que les conflits ethniques seraient gérés, que la paix serait durable. Mais la réalité n'a pas correspondu à ces attentes.

Question: Comment se fait-il qu'au Nord Kivu les différentes communautés ethniques cherchent elles-mêmes une voie vers la cohabitation pacifique entre elles. Cela paraît très différent de la situation au Sud Kivu. Comment expliquez-vous cette spécificité du Nord Kivu?

Si les communautés du Nord Kivu cherchent elles-mêmes à aboutir à une cohabitation, c'est entre autres dû à l'expérience de la guerre de 1993 dans le Masisi. Les gens ont vu à la suite de cette guerre qu'ils allaient tous y perdre. En se tirant dessus et en se détruisant mutuellement de cette façon on n'allait pas pouvoir construire la province et à plus forte raison le pays. Il y avait aussi le souvenir d'une cohabitation antérieure entre les différents groupes. Nous, qui avons grandi ici, nous avons vécu avec tout le monde, toutes les huit ethnies y compris les Banyarwanda Tutsi et Hutu. Si nous prenons l'exemple du Masisi, les gens vivaient ensemble et ils se sont mariés entre eux. On ne peut pas concevoir comment ces gens pouvaient un jour créer des problèmes entre eux. Après la guerre de 1993 et ses suites les gens ont compris qu'il faudra arriver à vivre ensemble en bonne entente.

Avant la guerre de 1996 notre Eglise a organisé une mission de sensibilisation dans la zone de Lubero, nous avons réuni plusieurs groupes là, nous avons travaillé dans la zone de Rutshuru, nous avons mis ensemble toutes composantes tribales qui sont dans cette zone. Nous avons fait la même chose à Masisi et à Uvira. Mais tous nos programmes ont été arrêtés par la guerre. Heureusement qu'il y a des organismes qui continuent la recherche de la paix.

Question: Les Accords de Lusaka prévoient un dialogue inter-congolais pour que les Congolais eux-mêmes puissent chercher et appliquer des solutions. Comment pouvons-nous cheminer pour arriver à ce dialogue?

Les Accords de Lusaka ont été salués par tout le monde. Nous avons espéré que ce serait le chemin vers la paix, car la paix ne viendra pas par les armes. Alors il faut que nos peuples, tous les peuples de la Région de Grands Lacs, puissent se parler et s'interroger: Qu'est-ce qui ne va pas entre nous? Nous sommes condamnés à vivre ensemble. Les Rwandais, les Ougandais sont nos voisins, comme nous les Congolais nous sommes leurs voisins. Il faut quand même arriver à vivre ensemble entre voisins. Nous avons besoin les uns des autres.

Ce processus de chercher le dialogue est important: Qu'est-ce qui nous divise? Pourquoi nous ne pouvons pas nous entendre? Ce n'est que autour d'une table que ces problèmes peuvent être résolus, pas par les armes. Si déjà on peut amener les gens à trouver un terrain d'entente et à se parler, alors je suis convaincu que l'on va aboutir à des solutions durables pour construire cette Région des Grands Lacs.

Le chemin pour arriver à cela passe notamment par la volonté des acteurs politiques. S'ils sont disposés on peut très vite mettre fin à la guerre, cela nous le savons. Mais il y a le problème des intérêts des individus qui priment sur les intérêts de la population. C'est pour cela que le chemin semble un peu compliqué. Car les différents peuples, que ce soit le peuple rwandais, ougandais ou congolais, les peuples veulent que les acteurs politiques se parlent et qu'ils sacrifient leurs intérêts pour le bien-être du peuple.

Question: Dans le dialogue inter-congolais prévu par les Accords de Lusaka, il était prévu que les populations congolaises elles aussi puissent s'exprimer. Le dialogue devait englober, les politiciens, les militaires, mais aussi les civils. Quand nous avons discuté avec des civils à Goma, beaucoup se sont demandés: Mais qui va nous représenter?

Pour que le peuple puisse se faire entendre, en parlant de l'exemple du Nord Kivu c'est très facile. Les communautés ethniques sont organisées. Elles ont délégué leurs représentants dans le Barza intercommunautaire. Ces représentants, disons une dizaine

de civils pour le Nord Kivu pour que l'Assemblée ne devienne pas trop grande, ils vont partir avec des propositions concrètes qui viennent de leurs communautés. Ils pourront donc représenter les populations qui leur auront donné mandat. L'essentiel est qu'avant d'aller parler dans un forum national ils se réunissent ici à Goma et préparent leur mission en discutant de leurs objectifs et en se mettant d'accord sur certaines choses selon les vœux de leurs communautés de base.

Du côté des Eglises, il n'y a pas de problème car nous sommes organisés au niveau local, provincial et national.

Question: Quel est le contenu que vous souhaiteriez voir discuté dans un tel forum national?

Qu'est-ce que nous cherchons? Du côté des populations, comme du côté des Eglises nous ne pouvons que demander la paix. Il faut chercher des voies et des moyens pour trouver des solutions pour vivre ensemble. Nous devons trouver le moyen pour qu'il n'y ait plus de guerre, plus de haine entre nous. Nous devons nous concentrer sur un message de paix car sans la paix tout développement est presque impossible.

Question: Les autres Congolais pourraient vous dire: ce n'est que entre vous au Kivu qu'il y a des problèmes. C'est du Kivu que sont partis les deux guerres. Est-ce que vous voyez des choses spécifiques que les Nord Kivutiens devraient d'abord discuter entre eux?

Nous ne pensons pas que ce que nous sommes en train de vivre est spécifiquement un problème du Kivu. Nous écoutons la radio et nous apprenons ce qui se passe de l'autre côté. La guerre frappe tout le monde. Tout le monde aspire vraiment à la paix. La spécificité du Kivu, c'est le problème de cohabitation pacifique et la reconnaissance du droit de chacun.

Question: Est-ce que pour le dialogue inter-congolais, vous pensez qu'il faut d'abord une étape régionale avant le débat national?

C'est très important que chaque province avant d'aller au niveau national se concerte, fasse participer toutes les couches de la population. Vous voyez ce qui s'est passé avec la Conférence Nationale. Peut-être qu'elle a duré si longtemps parce que les gens avaient oublié d'abord de se concerter au niveau provincial et local. Il aurait mieux valu avoir des résolutions provinciales que la Conférence Nationale aurait pu débattre. Il y a des problèmes spécifiques localement et puis des problèmes nationaux. Les deux doivent entrer dans le dialogue inter-congolais.

Question: La question de la nationalité a été une question essentielle dans les conflits au Kivu. Mais si on regarde de près ce n'est pas seulement au Kivu qu'il y a des communautés qui sont à cheval sur deux territoires nationaux. On se demande pourquoi cela a posé problème spécifiquement au Kivu. Est-ce que vous pensez que ce problème devrait être débattu dans le cadre du dialogue inter-congolais? Est-ce que vous pensez que cela intéresserait les populations?

La population est toujours représenté par ses représentants. Vous n'allez pas discuter de la question de la nationalité dans un marché. Ce n'est pas possible. Les représentants du peuple sont équipés pour débattre de cette question. C'est pourquoi dans les pays stables, il y a des parlements. Chacun part dans son coin pour récolter les

problèmes de son milieu spécifique, de sa province, etc. Il amène cela pour discuter au niveau du parlement national. Le problème de la nationalité se pose de façon spécifique à l'Est du pays, car il se pose avec beaucoup plus d'acuité que dans d'autres zones où il y a des populations à cheval de part et d'autre des frontières nationales. Les gens du Kivu sont les mieux indiqués pour débattre de ce problème et l'amener devant un forum national, dans le dialogue inter-congolais et après peut-être devant un parlement. Il faut que le problème soit mis sur la table par des gens qui vivent la réalité de la situation. Peut-être que le problème de la nationalité est compris autrement par les gens du Kivu. D'où la nécessité de repenser l'Histoire.

Question: Il y a des gens qui pensent et disent que tant que le Congo est un pays riche, tant qu'il attire ceux qui veulent piller ses richesses, il ne peut pas accéder à la paix. Dans ce cas, qu'est-ce que nous pouvons faire, qu'est-ce que nous pouvons proposer aux autres pour sortir de cette situation?

Je crois que la richesse ne peut pas être l'obstacle à la paix. Il y a certes beaucoup qui convoitent la richesse du Congo. Mais même si c'est vrai c'est d'abord nous les Congolais qui devons protéger et valoriser cette richesse. Si les Congolais peuvent penser que notre pays est convoité par les autres peuples, il faut aussi voir notre part de responsabilité. Est-ce que nous, les Congolais, ne sommes-nous pas à la base de ce genre de convoitise? Si je suis Congolais et que je mets mes intérêts personnels avant tout, alors je peux attirer des gens de l'extérieur à exploiter nos richesses, non pas pour le compte du peuple congolais, mais pour mon compte personnel. Ainsi, ce n'est pas nécessairement l'étranger qui est entièrement responsable. C'est moi qui l'ai invité à venir se servir pour que j'en profite aussi. C'est moi qui suis le premier responsable. Il faut faire appel à la conscience des Congolais. Si le peuple ici est victime, je ne pense pas que ce soient les autres qui en sont à 100% responsables. Nous devons aimer notre pays et nous trouverons une solution. Mais tant que nous aimerons seulement la richesse de notre pays et pas le pays lui-même il y aura toujours beaucoup de conflits et de pillages. Pourquoi toutes ces guerres depuis 1960? Il faut que nous arrivions à mettre fin à cette situation. Les générations futures nous le demandent.

Question: Parmi les efforts de dialogue qui se mettent en place il y a eu cette conférence organisée par les Eglises à Kinshasa, mais malheureusement tout le monde n'a pas pu être présent. Qu'est-ce que vous en pensez? Comment amplifier et rendre efficaces et durables de telles initiatives?

Pour que de telles rencontres puissent être beaucoup plus profitables à tous les Congolais, il faudrait que, si on veut encore organiser de tels forums, qu'ils soient organisés en dehors du pays. Tout le monde n'a pas pu aller à Kinshasa. Ce n'est pas très facile ni sans risque de passer d'une partie du pays à l'autre et vice versa. Pour permettre à ce que ce soit utile et durable, il faut toujours chercher à rassembler beaucoup de tendances. Sur un terrain neutre les gens peuvent se parler, échanger et se sentir libre. Une telle occasion permettra aux participants de poser des questions aux représentants de la rébellion et aux représentants du gouvernement leurs raisons de prendre les armes? Il faut que les politiciens, mais aussi les populations de l'Est soient représentés. A Kinshasa cela n'est pas possible aujourd'hui, même si on a peut être pu croire que ce serait moins cher et plus facile de se réunir dans la capitale. Mais l'Est n'a pas pu vraiment être représenté. La voix de l'Est n'a pas été bien entendue faute de représentativité de toutes les couches qui vivent les réalités du terrain.

Pour un vrai dialogue inter-congolais, il faudrait que tous soient représentés: le gouvernement, l'opposition armée et non armée, les représentants des civils de toutes les régions. Il faut une représentativité convenable et équilibrée.

Question: Ces derniers temps, il y a une résurgence de l'activité de ce que les Accords de Lusaka appellent les "forces négatives"? Comment gérer ce problème pour pouvoir en sortir?

Ce sont les hommes politiques qui doivent trouver une solution à cette question des Mai Mai et des Interahamwe. Après la première guerre on a fait un effort spécial pour encadrer ceux parmi eux qui sont congolais dans l'armée. Mais quand la deuxième guerre a commencé, ils ont de suite repris le chemin du maquis. S'il y avait un gouvernement de confiance, ils pourraient peut-être déposer les armes. J'ai été beaucoup touché de voir sur TV 5 comment au Congo Brazzaville les différentes milices sont en train de déposer les armes. Cela m'a beaucoup ému. Pourquoi cela ne peut pas se passer chez nous?

Les hommes politiques sont des acteurs clés. Si vous prenez le conflit en Ituri où les Bahema et les Walendu sont en guerre, il faut voir la place des hommes politiques. Souvent ils mettent en avant leurs intérêts personnels et la population en souffre. Au lieu de faire la médiation entre partis en conflit, d'être la troisième personne neutre, de prendre au sérieux le rôle de l'Etat, souvent ils jettent de l'huile sur le feu.

Si l'Eglise dans ses efforts pour faciliter une bonne cohabitation n'est pas soutenue par l'Etat, cela pose aussi des problèmes. Pour intégrer les "forces négatives" dans la société, pour que ces milices disparaissent, il faut aussi construire un Etat de droit, une société pour les intégrer. Tant que cela ne sera pas fait, il y a risque qu'ils continuent à causer du tort à leurs frères.

Question: Aujourd'hui au Nord Kivu il y a une division en deux zones, une sous contrôle de l'armée rwandaise, l'autre sous le contrôle de l'armée ougandaise. Qu'est-ce que les populations en pensent?

La population n'a jamais demandé que la province du Nord Kivu soit divisée. Cela vient de l'homme politique et peut-être de nos alliés. On ne sait pas pourquoi les alliés ougandais ont préféré rester dans telle partie et les alliés rwandais dans l'autre. Ils sont venus ensemble. Pourquoi cette division? Lors de la première guerre c'était un groupe homogène, ils venaient tous ensemble. Maintenant ils sont divisés. Nous ne savons pas pourquoi. La population n'a jamais demandé une division, un découpage. Pour votre mémoire, notre Eglise travaille dans les deux zones et personne entre tous ceux que j'ai rencontré ne soutient cette division administrative du Nord Kivu.

Question: Quel message peut-on donner aux pays voisins impliqués dans cette guerre?

Il faut qu'ils sachent: la population se retrouve dans le Barza du Nord Kivu. Le Barza a fait le déplacement à Kampala et a vu le Président Museveni, le Barza a vu les dirigeants rwandais. Le Barza interethnique qui a son siège à Goma parle au nom de toutes les populations, même celles de la zone de Beni et de Lubero.

Question: Dans les Accords de Lusaka il est également prévu que des forces onusiennes s'impliquent dans un travail de maintien de la paix. Quelles sont vos attentes par rapport à ces forces et à la Communauté Internationale?

Nous pensons que les autres pays impliqués dans le conflit, le Rwanda, l'Ouganda, le Burundi, le Zimbabwe, l'Angola, doivent aussi s'impliquer dans le règlement du conflit. Pour l'Est il est clair qu'il y a même dans les "forces négatives" des gens qui sont venus du Rwanda, de l'Ouganda, du Burundi. C'est un peu le fond de cette guerre. Voilà pourquoi ces pays doivent nous aider à trouver une solution à ce problème. Autrement dit, ce problème complexe doit trouver des solutions dans les pays concernés et pas seulement au Congo. C'est le problème de la sous-région des Grands Lacs. Il faut que tout le monde s'implique et qu'ensemble avec les pays voisins nous trouvions une solution. Nous ne gagnons rien si les pays voisins et alliés retirent leurs troupes et rentrent chez eux sans que le problème des milices soit vraiment réglé. A la base de cette guerre il y a le fait que l'on pourchassait ces forces-là jusque sur notre territoire. Alors à quoi cela sert s'ils se retirent et que l'ennemi qui était à la base de la guerre est toujours là. Cela ne fera que prolonger la guerre et la militarisation. Le retrait doit aller de pair avec la solution du problème de ces forces.

Je ne crois pas beaucoup à une solution par les forces de l'ONU. Je crois qu'il faut un processus régional entre pays voisins. Vous savez, l'ONU dit qu'on ne peut pas envoyer de troupes tant qu'il n'y a pas de cessez-le-feu. Au Kosovo on n'a pas attendu la fin de la guerre, on y a envoyé des troupes tout de suite. Mais pour les Congolais on dit, qu'il faut d'abord attendre le silence des armes pour pouvoir intervenir.

Nous, les peuples des Grands Lacs, nous devons agir tous ensemble, car la paix au Rwanda c'est la paix au Congo, la paix au Burundi c'est la paix au Congo, la paix au Congo c'est la paix en Ouganda et vive versa.

Question: Quel est le rapport entre le pardon et la justice, entre le pardon et l'impunité?

Pour moi en tant que pasteur, c'est un problème éthique. Il y a des crimes qui ont été commis au Rwanda. Tout le monde le sait. Les hommes politiques doivent réfléchir: est-ce que la solution sera trouvée quand on aura puni tout le monde ou faut-il faire autre chose? C'est le grand point d'interrogation. La punition corrige le crime, mais le pardon peut aider à reconstruire. Il faut peser les deux choses: ce que l'on gagne par la punition et ce que l'on gagne par le pardon. Il y a eu des coupables à des degrés différents. Il y a eu des victimes chez les Tutsi et aussi chez les Hutu mais à des degrés différents. Tout cela devra être tranché par les hommes politiques de ce pays.

Pour les Chrétiens c'est une autre question. Le pardon est nécessaire. Le pardon enlève le péché mais pas ses conséquences qui sont toujours là. Nous devons examiner cet aspect avec beaucoup de discernement et voir ce qu'il faut faire pour reconstruire un pays.

Dans les Grands Lacs nous devons nous rappeler que ce qui s'obtient par négociation dure plus que ce qui s'obtient par les armes.

Question: Qu'est-ce que vous attendez de la Communauté Internationale par rapport à la coopération avec la région du Nord Kivu dans cette situation de crise?

L'année passée lors de mon passage en Allemagne et en Belgique, nous avons discuté cette question. Je leur ai dit que nous savons quand la guerre a commencé, mais l'on ne sait pas quand elle prendra fin. Il y en a qui me disaient, qu'ils ne peuvent pas intervenir dans notre région parce que c'est la rébellion. Dans l'entre temps on coopère avec les régions de l'ouest mais pas avec nous, alors que des deux côtés les populations souffrent et ont besoin d'être appuyées. La population vivant du côté de la rébellion, elle aussi a droit à la vie. C'est pourquoi je ne pense pas qu'il faut attendre la fin de la guerre, car les gens tombent malades, on doit les soigner. Les écoles ne fonctionnent

pas ou mal. Qu'est-ce que nous allons faire avec toute cette jeunesse? Il faut l'éduquer pour qu'elle ne parte pas dans les milices et dans les armées. Il faut nous aider à faire marcher nos écoles, nos hôpitaux, nos centres de santé.

Il est impératif d'agir maintenant et de ne pas attendre la fin de la guerre. Qu'est-ce qui empêche de coopérer sur base des efforts locaux dans tous les endroits où il n'y a pas d'affrontements militaires et ces endroits sont nombreux. On peut réhabiliter des centres de santé et des écoles, travailler avec le personnel, les patients, les enseignants, les élèves et les parents.

Ces populations-là aussi ont droit à la vie et au développement.

Comment la Commission de Pacification et le Barza Intercommunautaire du Nord Kivu sont nés et ont évolué

Interview avec Jean Bivegete, coordinateur de la Commission de Pacification et de Concorde au Nord Kivu.

Question: Nous commençons avec l'historique de votre travail au sein de la Commission de Pacification et de concorde. Comment cette idée est née? Qu'est ce que vous trouvez d'intéressant là dedans et où en étiez vous dans votre cheminement?

Comment l'idée est née? D'abord vous savez qu'il y a eu plusieurs initiatives de pacification de la province. Avant la guerre de l'AFDL il y avait des conflits interethniques, il y a déjà eu plusieurs tentatives de cohabitation, il y a eu des efforts de réconciliation qui ont été menés au niveau des initiatives privées tout comme au niveau des initiatives officielles. Mais les résultats n'étaient pas satisfaisants. C'est ce qui a fait d'ailleurs qu'il y a eu la guerre de l'AFDL. Une des causes de cette guerre réside dans les conflits interethniques. La guerre a eu lieu; la capitale Kinshasa est tombée, on pensait qu'avec le nouveau régime de Kabila on allait mettre fin aux conflits interethniques. Il y a eu un calme apparent, mais dès le mois de juillet 97 on entendra qu'au niveau de Masisi - Walikale il y a encore quelques problèmes de cohabitation interethnique avec risque d'affrontements. La nouvelle est arrivée au niveau de Kinshasa. A l'époque j'étais le chef d'administration au secrétariat de l'AFDL, toute la correspondance passait par moi et était traité par moi-même. Lorsque j'ai eu la nouvelle j'ai fait part au chef de l'AFDL, c'était en ce moment là Déogratias Bugera et je lui ai proposé qu'on appelle les notables, des personnes influentes de la province pour discuter et voir dans quelle mesure nous pouvons trouver une solution à ce problème. Ils sont arrivés. On attendait d'eux ce dialogue, mais malheureusement eux avaient d'autres préoccupations notamment le positionnement politique. La plupart étaient des anciens dignitaires du régime Mobutu. Ils voulaient être de nouveau casés dans la hiérarchie de la politique. Ils ont demandé une audience avec le nouveau Président Kabila et lorsque ce dernier a vu la liste, il a refusé de recevoir les anciens dignitaires du régime Mobutu. Kabila a exigé que nous lui fournissions une autre liste des notables qui n'avaient pas joué un grand rôle dans le régime Mobutu. Nous avons fait une deuxième proposition d'une liste composée des notables du Nord et du Sud Kivu qui ont été reçus par le Président Kabila. De cette rencontre est née l'idée de la création d'une structure qui puisse faire un travail de réconciliation. Ainsi nous avons proposé la création de la Commission de Pacification. Le Président Kabila a demandé à son ministre de l'intérieur de recevoir la même délégation des notables du Kivu, et de créer avec eux une structure qui descendrait sur le terrain faire le travail de pacification. Ainsi fut née la Commission de Pacification. Le ministre a fait élaborer un arrêté créant cette Commission de Pacification qu'il a envoyé au Nord et au Sud Kivu. La principale mission de cette Commission de Pacification fut de chercher les causes des conflits, c'était un travail purement théorique et sociologique. La Commission s'est rendue sur le terrain et deux mois après elle est revenue à Kinshasa présenter son rapport qui à mon sens était trop théorique. J'ai été contacté une deuxième fois pour voir comment nous pouvons restructurer cette commission. A cette époque je n'étais plus au secrétariat de l'AFDL, je venais d'être désigné au cabinet du ministre de l'intérieur. Comme l'idée était venue du secrétariat de l'AFDL durant le temps où j'y travaillais, on m'a demandé de voir dans quelle mesure la Commission de Pacification peut être restructurée et de redéfinir en quelque sorte sa philosophie. Je me suis dit qu'au lieu de désigner des personnes à

partir de Kinshasa qui vont se considérer comme des fonctionnaires de l'Etat d'autant plus qu'ils ne sont pas en contact avec le terrain ,j'ai proposé qu'on puisse créer un cadre juridique qui définisse la commission. Et quant à la composition de cette Commission de Pacification et à son fonctionnement, j'ai proposé qu'on laisse le soin à la base de la faire. Ainsi fut sortie un arrêté créant le cadre juridique de la Commission de Pacification de façon générale au Nord et au Sud Kivu tout en précisant que la composition, le fonctionnement et le règlement d'ordre intérieur seront élaborés par les notables de la base et à la base même. C'est dans ce sens que nous avons créé une Coordination Nationale pour la pacification rattachée au ministère de l'intérieur à Kinshasa. C'est cette coordination qui est une structure officielle. Mais la commission comme telle dans sa composition, dans son fonctionnement, bien qu'évoluant dans un cadre juridique défini par le pouvoir, voulait garder un caractère tout à fait privé. Ce sont les notables eux-mêmes qui se choisissent, c'est à dire la base qui désigne les délégués de leurs communautés respectives qui forment cette commission, mais sous la coordination d'un représentant du pouvoir public. Ce dernier fait le relais entre la base et le pouvoir public. C'est cela le rôle de la Coordination de la Pacification. Mais la commission comme telle est composée de représentants de la base, désignés par la base et évoluant à la base. C'est dans ce sens que je suis arrivé ici. J'étais le coordinateur national chargé de la province du Nord Kivu et quelqu'un d'autre était chargé de la province du Sud Kivu. Celui du Sud Kivu n'a pas fait longtemps. Après un mois il y aurait eu quelques problèmes et il a été rappelé à Kinshasa. Moi j'ai continué normalement avec la Commission de Pacification ici au Nord Kivu. C'est comme cela que cette dernière est née. Par la suite, les membres de cette Commission de Pacification se sont choisis un bureau, lequel bureau comprend au moins un représentant par communauté. Et c'est ce bureau provincial qui fait le travail de la pacification, qui définit la politique, qui joue le rôle du comité directeur ou exécutif de la pacification. Moi je joue seulement le rôle de la coordination de la pacification de façon générale. Je donne les orientations, je vois dans quelle mesure ils évoluent dans le sens de la pacification, peut-être aussi les encadrer, mais je ne donne pas les ordres à la Commission de Pacification, seulement les orientations. Voilà un peu la genèse de la Commission de Pacification.

Question: Quels résultats concrets avez-vous atteints ici au Nord Kivu?

Sitôt que la Commission était créée, nous nous sommes dit que nous devons marquer une différence avec les anciennes Commissions de Pacification qui se limitaient en quelque sorte à la recherche des causes des conflits. Ce travail a été fait. Notre approche devait être plus pragmatique, beaucoup plus pratique, aller vers la base, rester avec la base, causer avec la base, trouver des solutions pratiques à leur problème de cohabitation, de réconciliation. Nous avons trouvé que le grand problème reste le manque de cadre qui permet aux membres des communautés de se retrouver ensemble autour d'une même table pour dialoguer. C'est ce que nous avons fait. Créer un cadre de concertation qui facilite la communication entre différents membres des communautés. Pratiquement nous avons fait une descente sur terrain à Rutshuru, Kiwanja, Tongo, Jomba, Kibirizi, Vitshumbi. Nous avons essayé de mettre les différentes communautés ensemble autour d'une table pour dialoguer et voir dans quelle mesure elles peuvent trouver les solutions à leurs problèmes de cohabitation. Ainsi nous avons créé avec elle ce que nous avons appelé les "cellules ou les antennes de paix". Ces cellules de paix sont des structures de pacification au niveau local où se discutent tous les problèmes de cohabitation inter-communautaire. Quand il y a des litiges qui naissent entre individus mais qui pourraient avoir des incidences sur les communautés, ces

litiges sont traités au sein de ces "cellules de paix" locales. En fait le Barza ici à Goma est dans ce sens aussi une cellule de paix, mais au niveau de Goma. Nous avons réussi à amener les différentes communautés à dialoguer. Chose qui ne se faisait pas avant. Il y avait une méfiance. Il est vrai qu'ici à Goma il n'y avait pas de conflits interethniques armés entre différentes communautés mais le climat de méfiance persistait. Alors il fallait créer un cadre qui permet aux uns et aux autres de venir se rencontrer, de dialoguer et c'est ce cadre qui a essayé de créer un climat de confiance mutuelle. C'est un acquis que de réussir à mettre ensemble les gens qui ne se parlaient pas, qui ne dialoguaient pas pour discuter franchement et en toute liberté des problèmes de cohabitation. Ce dialogue est un acquis. Nous l'avons fait à Rutshuru, et à Sake, Bweremana, Ngungu en territoire de Masisi. en créant des structures de pacification qui mettent les différents notables ensemble pour traiter de leurs problèmes de cohabitation. Mais encore une fois, puisque notre approche était pratique, il fallait trouver des solutions pratiques aux problèmes. Et chaque fois que nous causions avec eux, que ce soit en territoire de Rutshuru ou de Masisi et plus tard d'ailleurs en territoire de Beni et Lubero, les problèmes de cohabitation étaient d'ordre socio-économique et de gouvernance. Ils étaient plus préoccupés par les problèmes de santé, de scolarité, de routes. Ils étaient unanimes pour dire qu'au niveau de la base locale ils n'ont pas de problème de cohabitation en tant que tel et que ce sont les politiciens dans les milieux urbains de Goma et de Kinshasa qui entretiennent la résistance contre une cohabitation interethnique. Partout où nous avons été, ils nous disaient de rentrer à Goma et que si nous arrivons à trouver une cohabitation entre nous qui leur parlions, à réconcilier et à pacifier les politiciens qui sont à Goma, ce sera déjà beaucoup car à la base ils n'ont pas de problème entre eux.

Leurs difficultés ne sont pas celles de la cohabitation mais bien d'ordre socio-économiques et de mauvaise gouvernance: les tracasseries administratives, judiciaires, policières telles les taxes fantaisistes et des arrestations arbitraires. Nous avons essayé de contacter les personnes concernées que ce soit dans l'armée ou la police, les administrateurs, pour leur exprimer ces tracasseries que subissent les populations et trouver des solutions immédiatement. Chaque fois qu'une solution était trouvée, les populations étaient contentes. Vous voyez que les populations n'avaient pas de problème de paix ni de cohabitation. Mais elles étaient mal administrées et avaient des problèmes économiques. Nous avons essayé de supprimer les taxes illégales et fantaisistes, libérer certaines personnes qui étaient détenues arbitrairement ou illégalement, les biens saisis ont été restitués aux légitime propriétaires tels les véhicules, les motos à Beni et à Lubero. Nous avons réussi à créer un climat de dialogue et de confiance entre les gouvernés et les gouvernants. La base veut entrer en contact avec l'autorité à travers les structures de paix que nous avons mis en place pour lui soumettre ses doléances et ses préoccupations et trouver des solutions immédiatement. Tous ceux-ci sont les acquis de la Commission de Pacification. Nous avons créé un pont constitué par les cellules de paix entre la base et le sommet, les gouvernés et les gouvernants. Ceci a permis aux populations de se sentir à l'aise et sécurisées.

A Goma, comme partout ailleurs où nous avons été, les populations nous ont dit que les problèmes viennent des politiciens qui sont au sommet à Kinshasa où à Goma même. Les populations nous ont recommandé de créer aussi les structures de pacification pour politiciens en milieux urbains. C'est ainsi que nous avons initié une conférence intercommunautaire qui a duré plus de deux semaines. Je crois qu'on vous a déjà parlé de comment cette conférence s'est déroulée. Dans cette dernière, nous avons débattu des problèmes de cohabitation pacifique, nous avons épinglé les causes des conflits et de malaise social et intercommunautaire. Les communautés se sont demandées pardon

mutuellement et ont souhaité que nous puissions perpétuer ce climat, cette dynamique. C'est dans ce sens que nous avons créé ici à Goma une cellule de paix où les notables de différentes communautés peuvent continuer à dialoguer, à se rencontrer, à discuter des problèmes relatifs à la cohabitation pacifique. Cette cellule de paix au niveau de Goma a été baptisée le Barza intercommunautaire. C'est avec ce Barza intercommunautaire de Goma que nous continuons à faire le travail de pacification. Chaque fois que nous avons des problèmes intercommunautaires qui nous sont soumis, même au niveau des autorités politico-administratives, nous les traitons au niveau de la Commission de Pacification et quand c'est nécessaire nous les envoyons au Barza intercommunautaire. Grâce à cela, vous constaterez qu'au niveau de Goma les communautés se rencontrent régulièrement à travers le Barza intercommunautaire et la Commission de Pacification. Les différents notables partagent un événement douloureux comme un événement de joie.

En ce qui concerne la pacification, parmi les missions que nous avons reçues, on nous a demandé de tout faire pour que les jeunes gens, nos enfants, nos petits frères qui sont égarés ou hors la loi puissent être sensibilisés et revenir à la vie ordinaire. C'est ainsi que nous avons envoyé les membres de la commission à l'intérieur du pays pour sensibiliser les combattants Hutu ou les Mai Mai. Nous avons réussi à sortir de la forêt un grand nombre d'entre eux. Notamment certains grands seigneurs de guerre tels Mayanga, Rugayi anciens combattants Hutu qui sont sortis de la forêt avec 1500 jeunes combattants. Nous avons réussi à faire sortir de la forêt un autre seigneur de guerre Mai Mai Ndoole Fely qui pour le moment collabore avec certains services d'ordre de sécurité à la base pour sensibiliser les autres Mai Mai afin qu'ils se rendent et déposent les armes. Dans le territoire de Kalehe, nous avons aussi réussi à faire sortir de la forêt encore un autre seigneur de guerre avec ses 300 combattants Hutu. Nous avons les photos des seigneurs de guerre que vous pouvez regarder, plus de 200 armes qu'ils ont déposées. Voilà les résultats qui, je pense, sont positifs.

Question: Compte tenu des résultats positifs que vous avez acquis, comment la Commission de Pacification gère-t-elle cette deuxième guerre qui dure depuis bientôt deux ans et notamment les sentiments anti-tutsi qu'elle a engendré?

Nous étions sur le bon chemin. Je vous disais que nous avons réussi à sortir beaucoup de combattants hutu et des Mai Mai de la forêt et nous étions en pourparlers avec un certain Jules Mubilita, un autre seigneur de guerre Mai Mai qui est à la tête d'un mouvement appelé "FULB" (Front Uni de libération du peuple Bantu). Nous étions en contact avec lui. Il nous avait déjà écrit, et avait déjà posé ses conditions pour qu'il puisse se rendre. Deux semaines avant qu'il ne se rende, cette deuxième guerre a commencé pour torpiller toutes les initiatives et les efforts que nous avons fournis afin de persuader certains seigneurs de guerre de se reconverter et d'abandonner les armes. Ils sont rentrés dans la forêt pour continuer à se battre. Même si parmi les objectifs avancés de cette deuxième guerre il s'agit d'arriver à la paix en mettant fin à un régime sanguinaire, il faut dire aussi que cette guerre a freiné certaines initiatives qui étaient en train de faire un bon chemin. La base considère que cette guerre est la source de tous ses malheurs actuels. Pour elle, ce sont les Tutsi belliqueux qui privilégient les armes au dialogue, qui aiment la guerre et qui sont à la base de leurs malheurs. Et ceci crée un sentiment anti-tutsi. - parfois d'une façon injustifiée - parce que cette guerre n'est pas une initiative des Tutsi en tant que communauté mais bien celle des politiciens parmi lesquels se trouvent des Tutsi mais en tant qu'individus, politiciens ou militaires. Mais ce n'est pas la communauté tutsi qui est à la base de cette guerre. Ce n'est pas le peuple

tutsi.. C'est pour vous dire que cette guerre a quelques désavantages pour la communauté tutsi parce que certaines personnes la présente à l'opinion nationale et internationale comme une guerre des Tutsi. Voilà en quoi cette guerre a quand même un aspect négatif en ce qui concerne la cohabitation intercommunautaire ici dans le Nord Kivu. Heureusement qu'au Nord Kivu avec les structures de paix que nous avons créés, les communautés dialoguent et commencent à comprendre que cette guerre n'est pas une affaire des Tutsi. C'est un travail de longue haleine que nous devons continuer à soutenir. J'affirme que cette guerre du RCD a un impact négatif sur notre travail de pacification.

Question: Comment arrivez vous à continuer votre travail de pacification dans un contexte si difficile?

Re: Nous continuons très difficilement et sans moyens. Le contexte politique n'est pas favorable aux travaux de réconciliation et de pacification. Nous continuons à faire des rencontres, des descentes sur terrain à Rutshuru et à Masisi pour essayer de redynamiser les structures de paix que nous avons installées et voir dans quelle mesure nous pouvons en créer d'autres. Au niveau de Goma, à chaque fois qu'il y a un événement qui crée des problèmes entre les communautés, qui vient troubler l'ordre social, la paix, nous lançons des messages de pacification, nous demandons à la population de ne pas se mêler des querelles politiciennes, de se désolidariser des hors la loi. Nous montrons les méfaits de la guerre et des conflits interethniques par des messages que nous lançons à la radio et à la télévision. Nous encourageons les jeunes gens qui s'investissent dans le travail de pacification. C'est comme cela que nous continuons à faire ce travail dans un contexte politique qui n'est pas du tout favorable.

Question:: La Commission de Pacification et le Barza Intercommunautaire viennent d'être invités à deux reprises par le Président ougandais Yoweri Museveni qui est un allié de la rébellion dans cette guerre. Qu'est ce que vous vous êtes dits? Quel message avez-vous donné?

Nous avons été invités deux fois en Ouganda par le Président ougandais Yoweri Museveni. Nous, en tant qu'une structure de pacification, nous ne sommes pas de politiciens. Nous ne faisons pas la politique. Ainsi quand nous y allons nous n'avons aucun mandat politique. Nous avons un seul message à lui transmettre. Nous nous limitons à dialoguer avec lui sur les questions concernant la paix et la cohabitation des communautés. Nous lui avons transmis les préoccupations des populations du Nord Kivu, notamment que la division de la province du Nord Kivu crée une cassure dans nos communautés. Le grand nord qui constitue maintenant une province de fait et autonome est peuplé à majorité par les Nande. Il se fait aussi que les mêmes Nande sont présents à Rutshuru, à Goma et sont coupés de leurs frères du Nord. Ceci constitue une cassure au sein de la communauté Nande, mais aussi une cassure au sein de toutes les communautés du Nord Kivu. Je vous ai dit que nous constituons une famille. Et lorsqu'une composante se trouve en quelque chose séparée de l'ensemble, nous estimons que la grande famille du Nord Kivu est amputée de quelque chose. Ceci crée une division et un climat de méfiance de toutes les communautés vis à vis des Nande alors que nous avons déjà créé un climat de confiance mutuelle. Tout le monde se dit qu'il y a quelque chose qui ne va pas et cela crée des tensions. Nous avons dit au Président Museveni que les communautés du Nord Kivu dans son ensemble constituent une famille et lorsque les politiciens divisent la province du Nord Kivu, ils divisent par le fait même les communautés de la province du

Nord Kivu et ceci ne nous arrange pas. Nous avons dit au Président Museveni que nous cherchons que la province soit réunifiée comme par le passé.

Notre deuxième message au Président Museveni était une demande à tous les politiciens, le Président Museveni inclus, que les communautés du Nord Kivu veulent la paix, que les populations veulent l'application des accords de Lusaka. Les populations veulent une solution politique aux problèmes du Congo plutôt qu'une solution militaire.

Question: Cette demande de la paix que vous avez adressée au Président Museveni est liée à une autre question épineuse, celle de la présence de ce qu'on appelle communément les "forces négatives" composées des Mai Mai mais aussi des anciens génocidaires rwandais Interahamwe. Il n'y aura pas de paix réelle au Kivu tant que ces "forces négatives" sont à l'oeuvre. Comment allons nous accéder à la paix et que pouvons nous demander aux alliés ougandais et rwandais qui sont venus pour la même raison?

La présence des "forces négatives" dans notre Province et dans le pays en général est un problème complexe. Il est vrai que les alliés sont venus pour la sécurité de leurs pays parce que ces "forces négatives" menacent l'intégrité de leurs pays. Mais il est aussi vrai que les mêmes "forces négatives" menacent la sécurité des populations du Sud et du Nord Kivu. Ces "forces négatives" sont constituées des Mai Mai, des NALU (National Army for the Liberation of Uganda) dans le grand nord vers les massifs du Ruwenzori et des Interahamwe qui ont commis un génocide au Rwanda. Nous avons discuté de ce problème et avons dit que les populations du Nord Kivu sont prêtes à aider à travers les structures de pacification à conscientiser les jeunes gens égarés pour qu'ils se désolidarisent de ces "forces négatives". Mais nous pensons qu'en plus de la sensibilisation il faut quand même des actions militaires qui pourront être dirigées en direction des "forces négatives" irréductibles qui ne veulent pas déposer les armes volontairement. Il y a lieu de demander que ces forces négatives soient neutralisées militairement. Dans les Accords de Lusaka, cette mission de neutralisation des forces négatives a été confiée aux forces de l'ONU pour le maintien de la paix qui semblent ne pas voir ce problème comme une priorité. Nous sommes profondément déçus de voir que la communauté internationale ne veut pas s'attaquer à la racine même du vrai problème, principalement la présence de ces "forces négatives". Nous demandons aux autorités politiques d'insister auprès des Nations Unies, de la Communauté Internationale et des autres organismes pour qu'ils attaquent le problème à la racine, à savoir, la neutralisation de ces "forces négatives". Nous sommes prêts à collaborer pour pouvoir isoler ces "forces négatives" notamment en désolidarisant nos enfants de ces forces.

Nous pensons que cette question constitue un problème sérieux et complexe et doit être étudiée minutieusement. Au stade actuel, tout ce que nous pouvons faire c'est de sensibiliser les gens à la complexité de ce problème et à sa délicatesse. Les populations du Kivu ont besoin de la paix. Leur problème n'est pas essentiellement le pouvoir de Kinshasa mais la sécurité des personnes et de leurs biens. C'est cela nos préoccupations.

Question: Vous dites que vous êtes déçu par la communauté internationale. Voulez-vous dire qu'elle est incapable de gérer la question des "forces négatives"? Et si tel est le cas, qui pourrait aider les communautés du Kivu à mettre fin à ce problème difficile?

Nous pensons que la Communauté Internationale est en train d'esquiver ce problème. Elle est en train de se dérober devant ses responsabilités. Dans les Accords de Lusaka,

il est dit que les forces de l'ONU sont chargées de désarmer et de neutraliser ces forces négatives en collaboration avec la commission militaire mixte. Selon ce que nous constatons dans la presse et les radio, il est évoqué le retrait des forces étrangères, des engagements des forces belligérantes mais rarement ou presque jamais la question du désarmement et de neutralisation des forces négatives qui constituent la cause principale de cette guerre. Nous proposons que la Communauté Internationale ait le courage d'aborder ce problème et lui assurons l'appui et la collaboration de nos communautés de base. Dans un passé récent, nous avons réussi grâce à la sensibilisation à sortir beaucoup de Mai Mai et des combattants hutu de la forêt. Nous proposons qu'on associe nos structures de pacification et les notables pour faire ce premier travail de sensibilisation. Le problème de ces forces négatives est d'abord plus politique et psychologique que militaire. Certains ne sont pas au courant des réalités de la vie. Ils s'imaginent qu'une fois sorti de la forêt ils seront tués ou jugés. Ils sont victimes de la sous-information et la désinformation de certains politiciens et médias internationaux qui font de la désintoxication. Dans un passé récent quand nous allions les sensibiliser nous leur donnions les informations exactes. Je pense que face au problème des "forces négatives", la force de sensibilisation produirait plus de résultats que les opérations militaires si on veut bien associer les structures qui ont déjà fait leur preuve. Nous sommes disposés à le faire car nous sommes concernés ainsi que les populations de base. Ce sont nos enfants, nos femmes et nos parents qui souffrent de la présence de ces forces négatives qui vandalisent, pillent et violent.

Question: Si par le passé vous avez fait vos preuves et avez des compétences de ce genre de travail, pourquoi vous n'êtes pas associés et qui est supposé vous associer?

C'est les pouvoirs publics qui doivent savoir qu'ils ne peuvent pas faire ce travail sans associer les populations civiles. Nous faisons des efforts pour faire comprendre aux autorités civiles et militaires que sans la collaboration de la population civile elles ne pourront rien faire. Mais tout se passe comme si ces pouvoirs publics ne voient pas le degré d'importance de la participation de la base. Mais aussi les alliés semblent faire ce travail seuls. Nous avons dit que ce travail ne peut réussir que s'ils ont l'appui et la participation des populations civiles. Ce sont ces populations civiles qui connaissent mieux leur terrain, qui connaissent les forêts où se cachent ces forces négatives. Aussi ces populations sont motivées car elles sont les premières victimes. Nous faisons appel à l'endroit des autorités civiles et militaires de la place mais aussi aux responsables des forces alliées pour associer les populations civiles intéressées au plus haut point à ce qu'il y ait une solution au problème des forces négatives. Jusqu'à présent il n'y a pas de réponse et nous espérons qu'avec le temps ils comprendront un jour le besoin d'associer les populations de base à ce travail de sensibilisation qui à mon sens est indispensable au lieu de continuer à penser aux opérations militaires.

Question: Les Accords de Lusaka prévoient un dialogue intercongolais. Compte tenu de votre expérience de la Commission de Pacification et du Barza Intercommunautaire, quel contenu aimeriez vous voir se discuter dans un dialogue intercongolais?

La plupart de problèmes que nous avons déjà discutés avec les communautés du Nord Kivu pourraient faire aussi l'objet d'un débat national. Je songe à la question de la nationalité. Elle a longuement été discutée au sein de nos communautés et nous sommes arrivés pratiquement à un consensus. La question de la nationalité étant une question juridique mais qui a aussi un contenu sociologique doit avoir une solution juridique et politique. Au niveau des instances politiques nous avons dit que cette

question ne doit pas être la préoccupation des populations parce qu'il n'y a pas encore de solution. Le consensus auquel nous sommes aussi arrivés c'est qu'il ne faudrait pas que les communautés se contestent mutuellement. Aucune communauté n'a le droit de contester la nationalité des individus appartenant à telle autre communauté. Cela est déjà un acquis. Et nous aimerions que cet acquis soit porté au niveau national. Pour les huit communautés du Nord Kivu: les Nande, Nyanga, Kumu, Kano, Tutsi, Tembo, Hutu et Hunde ; j'estime que ce sont des communautés congolaises qui doivent être reconnues comme telles et que personne n'a le droit de contester leur nationalité en tant que communautés congolaises et les communautés du Nord Kivu voudraient que cela soit connu au niveau national par les politiciens. Les communautés du Nord Kivu estiment que ce problème de nationalité est une arme de certains politiciens pour soit écarter certains rivaux, soit pour les neutraliser. Il ne faudrait pas que chaque fois que les politiciens brandissent cette arme ce soit la base qui en souffre. Les communautés estiment que ce problème de nationalité doit se discuter une fois pour toutes et qu'il soit résolu définitivement. En ce qui concerne les communautés du Nord Kivu, cela ne constitue plus un problème. Il faut que cela se sache au niveau national où les communautés du Nord Kivu sont présentées comme des gens qui se contestent mutuellement. C'est vouloir perpétuer un problème qui n'existe plus entre ces populations. Le fait qu'on soit Hutu ou Tutsi ne veut pas dire nécessairement qu'on est rwandais. Il y a des Hutu et des Tutsi du Rwanda comme il y a des Hutu et des Tutsi du Congo. Nous voudrions qu'à l'occasion d'un dialogue national cela soit aussi discuté. C'est pratiquement le seul point où les populations du Nord Kivu veulent qu'on trouve une solution définitive.

Question: Une bonne partie des Tutsi congolais se trouvent dans les camps des réfugiés au Rwanda et en Ouganda. Comment pouvez-vous les associer à cette dynamique des autres communautés du Nord Kivu?

Je vous informe que les populations du Nord Kivu réunies au sein du Barza et de la Commission de Pacification ont toujours demandé aux autorités politico-administratives de faciliter le retour de leurs frères. Elles estiment qu'on ne peut pas parler de cohabitation pacifique entre les communautés au moment où il y a une composante de ces communautés qui manque. Elles vont jusqu'à dire que s'il y a un problème de sécurité, elles vont aider à assurer cette sécurité pourvu que leurs frères reviennent. Elles sont prêtes à les aider à s'insérer dans leurs milieux d'origine. C'est pour vous dire que de la part des communautés du Nord Kivu, il y a un souhait manifeste de voir leurs frères qui sont dans les camps des réfugiés au Rwanda et en Ouganda retourner rapidement sur leurs terroirs. S'ils traînent encore dans les camps ce n'est pas un problème des communautés. Selon les politiciens et les alliés la sécurité n'est pas encore rétablie pour autoriser le retour des réfugiés congolais au Rwanda et en Ouganda. Il semblerait que cela évolue bien dans le sens de les aider à retourner chez eux.

Dans l'entre-temps les communautés représentées au sein du Barza et de la Commission de Pacification souhaitent exprimer un geste de solidarité en allant rendre visite à leurs frères dans les camps mais elles n'ont pas des moyens. Elles nous disent qu'elles se sentiraient rassurées d'avantage si elles voyaient leurs frères tutsi congolais rentrer chez eux. Ce serait un signe clair que la cohabitation, la réconciliation, le pardon ne sont pas de concepts vains, mais pour cela il faut que toutes les communautés soient présentes et participent dans la dynamique en cours.

Ceci dit, certains parmi les réfugiés tutsi congolais sont déjà rentrés et sont regroupés dans un camp d'accueil à Mushaki. Certains craignaient qu'avec leur retour il y ait

encore des problèmes d'ordre foncier. Il est vrai que parfois ce genre de problème surgit. En tant que Commission de Pacification, nous sommes saisis chaque fois qu'il y a des problèmes fonciers, et nous trouvons des solutions rapides et à l'amiable entre Hutu et Tutsi, entre Hutu et Hunde. Ces problèmes sont d'avantage soumis à la Commission de Pacification qu'à la justice. Nous voulons renforcer les cellules de paix pour qu'elles puissent trancher sur place ces genres de problèmes à l'intérieur. Ceci réduirait le coût de transport à chaque fois qu'ils doivent se déplacer pour venir ici à Goma.

Question: Avec la méthode de sensibilisation il y a plus de trente mille réfugiés rwandais qui sont retournés au Rwanda l'an dernier. Il y en a d'autres qui sont encore dans les forêts de Masisi, Walikale et Rutshuru et qui craignent de retourner au Rwanda. Que pensez vous des problèmes d'impunité et de justice liés à leur retour?

Suite à notre travail de pacification et de sensibilisation, il y a eu des ONG qui sont nées pour faire ce genre de travail. Parmi elles il y en a une qui s'appelle TPD (Tous Pour le Développement) qui s'occupe, avec l'appui du gouvernement, de rapatrier les réfugiés rwandais sensibilisés. Nous avons des collaborateurs de la Commission de Pacification qui sont sur terrain jusqu'à Katoyi et qui oeuvrent à sensibiliser les réfugiés rwandais. Et dès qu'ils sont regroupés dans un endroit, TPD avec l'appui du gouvernement va les prendre et les ramener chez eux. Ceci concerne les réfugiés civils qui n'ont pas d'armes. Cependant parmi eux on note la présence de certains éléments de l'ancienne armée rwandaise (FAR) qui se rendent. Nous pensons que ceux qui n'ont pas trempé dans le génocide doivent être bien accueillis et intégrés. Mais en ce qui concerne les véritables génocidaires, je crois que nous parlons pacification, mais pacification n'est pas synonyme d'impunité parce que nous avons considéré dans nos études que l'impunité est parmi les sources de troubles à la paix. Lorsqu'il y a impunité je ne vois pas comment nous pouvons parler de la paix sociale au moment où il y a des criminels qui circulent librement et qui insécurisent la population. C'est pourquoi nous pensons que les véritables génocidaires doivent être punis conformément à la loi et recevoir un châtiment exemplaire et cela n'est pas contre la pacification, bien au contraire. Mais comme on ne peut pas arrêter ni juger tous les Interahamwe, nous pensons qu'il faut diriger l'action judiciaire vers les instigateurs, les auteurs moraux. Quant aux autres, heureusement que nous apprenons qu'au Rwanda on a créé des instances judiciaires proches des instances traditionnelles qu'on appelle "Gacaca", ces dernières peuvent régler le sort des Interahamwe qui n'ont pas eu un rôle principal dans le génocide.

Question: Cette guerre risque de durer puisque les populations ne connaissent pas les tenants et les aboutissants. Quelles sont les prochaines actions du Barza communautaire et de la Commission de Pacification qui iraient dans le sens de la stabilisation du Nord Kivu pour que les populations puissent survivre?

Nos prochaines actions s'inscrivent dans ce que moi j'appelle "Pacification-Développement". Nous voulons faire la pacification à travers les initiatives et les actions de développement. C'est pour cela que nous demandons aux ONG qui ont dans leur programme la pacification et la réconciliation de diriger leurs activités dans le sens de développement. Mais il faut que ce soit un programme de développement qui permette aux différentes communautés de se retrouver ensemble pour résoudre leurs problèmes sociaux. Il s'agit de créer des projets intercommunautaires de développement cela dépendant bien entendu de nos moyens matériels. C'est une forme beaucoup plus pratique et efficace de la pacification.

Question: Votre expérience au Nord Kivu est intéressante. Y a-t-il une possibilité de partager cette dynamique intercommunautaire avec d'autres provinces qui connaissent les mêmes difficultés notamment au Sud Kivu et en Ituri qui actuellement est à feu et à sang?

Nous sommes prêts à partager notre expérience tout en soulignant que ce qui a réussi ici au Nord Kivu ne peut pas nécessairement réussir ailleurs étant donné que les réalités sont différentes. C'est d'autant plus vrai que même au Nord Kivu les méthodes que nous avons utilisées pour pacifier Masisi ne sont pas les mêmes que celles utilisées pour la pacification de Rutshuru, ni Beni-Lubero. . Avant de descendre sur le terrain nous faisons une étude du milieu. Nous procédons par l'identification des acteurs locaux et des animateurs capables de faire ce genre de travail. En inventoriant les problèmes nous remarquons que les réalités sont différentes d'un milieu à un autre. Mais il y a quand même certains éléments ou facteurs qui sont communs pour toute la région des Grands Lacs et aussi certaines solutions notamment le dialogue et la concertation qui sont faisables partout. Quant à la question de comment le faire cela diffère d'une région à une autre.

Nous avons été invité au Sud Kivu par le gouverneur. En lui expliquant comment nous avons travaillé ici, il a essayé de faire quelque chose de semblable. Je considère que cela n'a pas été bien fait car il semble que c'était le pouvoir public qui faisait ce travail en donnant un caractère public au Barza qu'il a lui même nommé. Pour nous au Nord Kivu ce fut une création de la base et par la base. A Bukavu le gouverneur a créé un Barza Intercommunautaire avec les arrêtés nommant les membres. Une telle façon de faire donne à ce Barza le caractère d'être un instrument du pouvoir. Nous insistons à ce qu'une cellule de paix ne soit pas une structure politique. L'un ou l'autre membre peut appartenir à une organisation politique et c'est son droit mais la structure du Barza en soi doit revêtir un caractère apolitique et se contenter de son travail de pacification et de cohabitation entre différentes communautés. La paix n'a pas de couleur. Qu'elle vienne de tel ou tel autre mouvement elle est toujours la bienvenue. A Bukavu le Barza a été perçu comme un instrument du RCD et les gens s'en méfient.

Question: Comment ici au Nord Kivu le Barza et la Commission de Pacification sont-ils acceptés par le pouvoir public?

D'abord le pouvoir public (j'entends ici le RCD sur le territoire qu'il contrôle) nous accepte parce que quand il est arrivé il nous a rencontré sur le terrain à pied d'oeuvre. Il a trouvé que les conflits interethniques sont gérés et que nous ne nous mêlons pas en tant que structure dans les querelles politiciennes. Nous prêchons la paix et rien que ça. C'est dans ce sens qu'il nous accepte et nous lui demandons de ne pas faire ombre au travail de pacification et de cohabitation intercommunautaire que nous faisons. Nous lui transmettons les préoccupations de la population mais là encore nos structures sont indépendantes du pouvoir public.

Question: Comment le pouvoir public accepte-t-il le fait que vous ayez été invité par un gouvernement étranger?

Certaines personnes voient sous un angle politique l'invitation de certains membres du Barza et de la Commission de Pacification par le gouvernement ougandais. Elles interprètent mal le fait que nous soyons invités par un Président qui ne soutient plus le RCD/Goma. Elles pensent qu'à travers ces invitations nos membres auront des

ambitions politiques. Loin de là, nous n'avons aucune ambition politique. Notre travail n'est pas du tout facile et nous sommes souvent incompris. Notre force c'est la vérité et quand nous parlons à quiconque nous disons la vérité et parfois la vérité blesse mais nous pensons que parmi nos problèmes il y a la vérité. Nous devons lutter contre le mensonge. Il nous faut avoir le courage de dire la vérité même aux politiciens et aux responsables qui nous gèrent. C'est dans ce sens qu'il y a une certaine incompréhension avec certains membres du RCD mais pas tous. Nous nous sommes engagés sur le chemin de la paix et nous ne pouvons pas reculer. Nous ne pouvons que continuer dans l'espoir qu'ils finiront par comprendre qu'ils ont intérêt ni à nous gêner, ni à handicaper notre travail.

Goma
le 7/4/2000